



LES RITA MITSOUKO

Sérieuse option sur le « coup de cœur »

KATHLEEN LAVOIE
KLavoie@lesoleil.com

Et si la mention de groupe « coup de cœur » de ce 36^e Festival d'été était décernée au dernier à avoir été inclus dans sa programmation? Chose certaine, les Rita Mitsouko ont pris une sérieuse option sur le titre, hier, avec une prestation hallucinante, dans un Pigeonnier gonflé à bloc!



Ils étaient nombreux, les fans de Catherine Ringer et de Fred Chichin, en cette chaude soirée de juillet, à s'être massés le long des clôtures métalliques qui encadrent le Parc de la Francophonie... Presque trop. Tant et si bien qu'à un moment, les agents de sécurité du Festival ont dû refermer les écoutilles du site. De même, les policiers de la Ville ont dû interdire la circulation automobile dans les rues avoisinantes, au grand dam des fans déçus, qui doivent encore ronger leur frein ce matin...

Nul doute toutefois que l'« énergie contagieuse » des Rita, expression qui

Voir RITA MITSOUKO en A 2 >

- La rue aux amuseurs Page A 3
- EOSQ en plein air Page B 3
- Bublé l'allumeur Page B 3
- Guitare torride Page B 3
- Critique: Spaccanapoli Page B 2
- Maurane jazz Page B 2



Catherine Ringer était au sommet de sa forme pour sa première prestation à Québec en 10 ans.

TOURISME À QUÉBEC

Une saison bien mal partie

PIERRE PELCHAT
PPelchat@lesoleil.com

■ La saison touristique a bien mal débuté dans la région de Québec. L'indice de l'activité touristique calculé par l'Office du tourisme et des congrès de Québec a connu une baisse de 7,4% en mai par rapport à la même période l'an dernier, résultat des contrecoups de la guerre en Irak et des cas de pneumonie atypique qui ont été déclarés à Toronto.

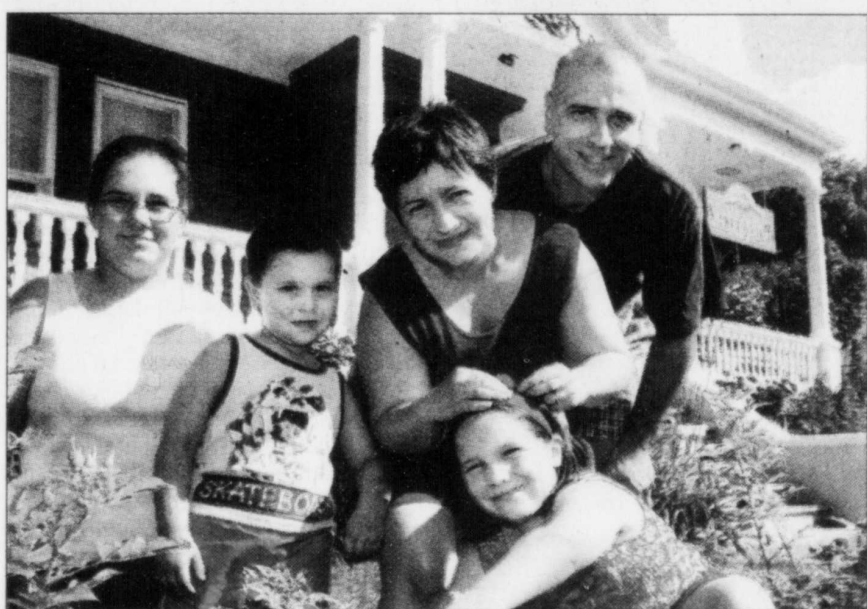
Dans le secteur hôtelier, on constate une diminution de 4,2% du taux d'occupation des chambres. Le recul est toutefois plus prononcé dans les grands hôtels de plus de 200 chambres que les visiteurs étrangers fréquentent en plus grand nombre. En mai, la baisse a été de 7,3%.

À l'inverse, dans les établissements hôteliers de 40 à 199 chambres, le taux d'occupation est demeuré à peu près le même.

D'autre part, il y a eu moins de visiteurs (-10,6%) en mai dans les principaux attraits touristiques de la région. Les boutiques qui vivent beaucoup du tourisme ont vendu beaucoup moins en mai. Le nombre de transactions a chuté de 21,6%!

Les grands hôtels accusent un recul de 7,3%

Voir TOURISME en A 2 >



Ginette L'Heureux et Martin Bergeron, posant ici en compagnie de leur famille, se considèrent privilégiés d'habiter une vieille résidence comme la leur, aussi sont-ils heureux de faire vivre l'expérience à d'autres.

Les voisins d'en face

Revoir Québec avec les yeux d'un touriste. Nous poursuivons notre aventure estivale en posant notre sac à dos dans des « bed & breakfast » et petits hôtels de la région. Aujourd'hui, un dernier arrêt à Lévis.



Simon Boivin

SBoivin@lesoleil.com

Touriste à Québec
SÉJOUR DANS UN PETIT HÔTEL

Voir VOISINS en A 2 >

Retour en force des Québécois à Old Orchard

Du quai grouillant d'Old Orchard jusqu'à Hampton Beach au New Hampshire, nous partons en vacances sur les plages de la côte est américaine avec un dollar canadien ragailardi. Premier arrêt aujourd'hui: Old Orchard.

OLD ORCHARD BEACH — Old Orchard Beach est unique en son genre. Elle a beau dépenser des millions pour se refaire une beauté, se donner des allures distinguées, elle reste fidèle à elle-même avec son gigantesque parc d'amusements planté en plein centre-ville, son pier où grouille une foule...

disons décontractée, ses arcades et ses ball machines, ses comptoirs à pizza et ses odeurs de friture. Mais unique en son genre aussi avec ses incroyables 12 km de sable blanc, une plage où viennent mourir des vagues d'une force inouïe, et ses effluves de crème solaire qui distillent en permanence une odeur de vacances.

Soyons francs. Le côté « foire » d'Old Orchard n'a jamais été un obstacle à la longue histoire d'amour d'OO avec les Québécois, qui en ont longtemps fait leur destination Maine numéro un. Pas plus d'ailleurs que la saga du huard ne les a découragés d'y venir faire trempette.

« La crise du dollar canadien n'a pas eu un impact terrible ici. On a connu une légère baisse d'achalandage, mais rien qui n'ait vraiment fait mal. Les gens ont réduit la durée de leur séjour d'une semaine à trois ou quatre jours. Ils ont apporté leur lasagne, cuisiné davantage dans leur motel et trouvé que, tout compte fait, avec l'essence meilleur marché, c'était moins cher et moins loin de venir à Old Orchard que d'aller au Nouveau-Brunswick », témoigne Suzanne Beaulieu et son mari Marc Bourassa, propriétaires du Motel Kebek 3.

Suzanne parle d'un recul global de l'ordre de 10% du tourisme québécois entre 1990 et début 2002, où notre devise a plongé à son creux historique de 61,75 cents US avant d'effectuer une appréciable remontée autour de 73 à 75 cents US ces derniers mois. « Bien sûr que ça a joué », confirme Suzanne.

Mais les Québécois n'ont jamais vraiment déserté Old Orchard. Et cette année, ils sont de retour en force. Le téléphone sonne aux cinq minutes pour réserver et nous affichons complet jusqu'à la fête du Travail. « Juillet, ça demeure le mois des Québécois à Old Orchard. « Au Kebek 3, c'est 70% de notre clientèle jusqu'à la mi-août », indique Suzanne et Marc, qui expliquent que passée cette date, la situation s'inverse en faveur des Américains.

Claire Beaulieu, qui tient le Kebek 2, a été encore moins affectée que sa sœur Suzanne par la glissade du dollar canadien. « Les Québécois louent davantage du côté est de Grand Avenue. Le côté ouest, ce sont les Américains. Je peux dire que mes motels sont occupés en général à 90% par des Québécois, souligne-t-elle. Ils l'étaient même quand ils devaient déboursier 1,60 \$ CAN pour un dollar US. À 1,32 \$ CAN, ils ont recommencé à réserver pour une semaine entière. »

Si Old Orchard demeure largement fréquentée par les Québécois malgré les hauts et surtout les bas de notre



Monique Giguère

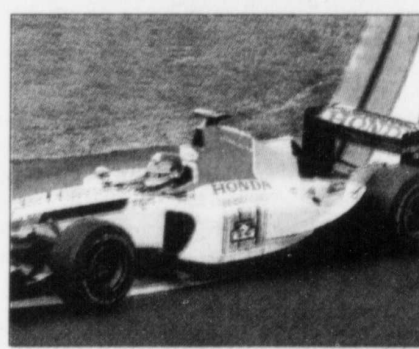
MGiguere@lesoleil.com



été 2003

Voir OLD ORCHARD en A 2 >

AUJOURD'HUI



Sports

Les BAR de nouveau saisis. L'écurie de Formule 1 BAR n'en a pas fini avec la firme P.P.G.I., qui a encore obtenu hier la mise sous scellés de ses monoplaces.

Page S 2

Le Monde

Référendum à la québécoise. Le NON l'a emporté de justesse hier au référendum sur le statut de la Corse, ce qui constitue un important revers pour le gouvernement Raffarin.

Page A 10

SOMMAIRE

Actualités	A 3	Éditorial	A 17
Agenda	B 6	Le monde	A 10
Arts et vie	B 1	Petites annonces	S 16
Automobile	C 3	Québec / Canada	A 6
Bridge	S 19	Sports	S 1
Capitale et régions	A 12	Statistiques	S 13
Décès	C 7	Supermarché/auto	C 5
Diversissements	B 7	Télévision	B 2

LA MÉTÉO

Maximum 26, minimum 17

Passages nuageux puis ciel variable en après-midi. Détails page S 20.

Précipitations (avant hier)

Ce mois-ci: 29,5 mm Lan dernier: 12 mm
Cet été: 208,9 mm L'été dernier: 183,5 mm

QUÉBEC,
107^e ANNÉE, N° 186
FLORIDE, 1,75 \$ US
MONTREAL,
OTTAWA 87¢
PLUS TAXES



65¢ PLUS TAXES 6 27657 00071 1

DEMAIN DANS LE SOLEIL

Le Tour pour ses 50 ans



Ancien champion canadien de cyclisme sur route, Marc Blouin célèbre ses 50 ans en se payant une étape du Tour de France. Il s'est entraîné en conséquence sur les routes du Québec cet été et se dit prêt pour la grande aventure.

Dans le cahier Sports

Dufresne évoque le Grand Jacques



2003 marque la 25^e année de la mort de Brel. Pour célébrer l'œuvre d'exception de celui qui a chanté le Plat pays, le Festival d'été a fait appel à Diane Dufresne. Chorale, contorsionniste, musiciens, comédiens et vedettes seront là pour matérialiser la vision de la diva.

Dans le cahier Arts et vie

POUR NOUS JOINDRE

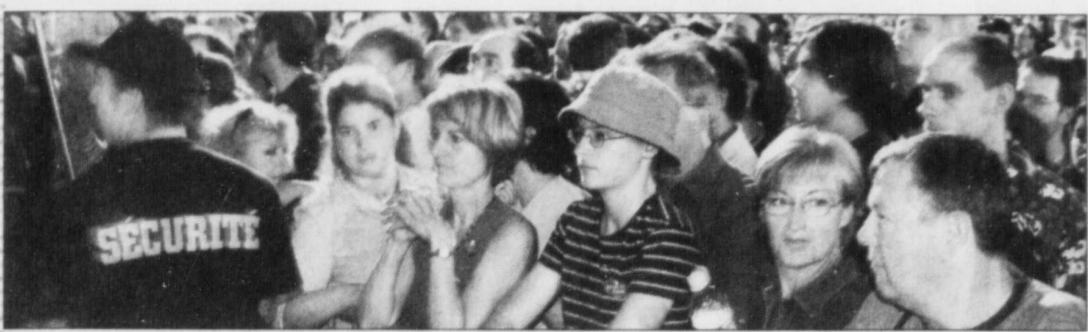
Abonnements	686-3344	www.cyberpresse.ca
	1-866-686-3344	
Carrières et professions	686-3270	LE SOLEIL
Petites annonces	844-4444	925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6
Promotion	686-3342	
Publicité détaillants	686-3435	
Publicité générale	686-3270	
Rédaction	686-3394	
Renseignements	686-3233	

LE SOLEIL

925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

LES SUITES



Les agents de sécurité du Festival ont dû fermer le site en raison du trop grand nombre de fans accourus.

RITA MITSOUKO

Suite de la Une

prend tout son sens quand elle décrit la captivante Catherine Ringer à l'œuvre, a su se rendre jusqu'aux tristes exclus.

Car s'il est vrai que la charismatique chanteuse ne porte plus ses coiffures excentriques et que son collègue Chichin a troqué la moustache au profit des lunettes — un air presque banal —, les Rita, eux, n'ont rien perdu de leur fougue légendaire.

Avec un tel métier, une telle authenticité, ce sens du spectacle qui tue, les Rita Mitsouko ont certainement encore gagné quelques fans, hier. Tant mieux. Ça veut dire qu'ils devront revenir... de leur répertoire avec une aisance et un savoir-faire qui ont eu tôt fait d'effacer les 24 années qui séparaient ce moment de leur première rencontre dans les coulisses de la production *Le fond de l'air est rock*.

Certains déploieront peut-être que le programme élaboré par le duo excluait des titres appréciés tels que *Marcia Baila* ou *C'est comme ça*, mais ces derniers ont pu se consoler avec le clou gigantesque de ce généreux concert : une version explosive d'*Andy*, où l'excellente section rythmique des Rita a pu se mettre en valeur.

Avec un tel métier, une telle authenticité, ce sens du spectacle qui tue, les Rita Mitsouko ont certainement encore gagné quelques fans, hier. Tant mieux. Ça veut dire qu'ils devront revenir... En première partie, une solide prestation de Dumas, qui partageait le beau contrat avec Yann Perreau, Antoine Gratton et Martin Léon, a permis de confirmer ce que l'on savait déjà : le bonhomme a un talent d'enfer, une assurance à tout casser et un nouvel album, *Le Cours des jours*, qui mérite d'être découvert par le plus grand nombre. La tignasse dans le vent, le sourire ravageur, le musicien a, avec sa pop électrisante, charmé un public particulièrement attentif à ses nouvelles chansons, dont la très efficace *Vol en éclats*, et ses plus anciennes comme *Miss Ecstasy*. De la bien bonne musique qui démontre sans l'ombre d'un doute que la musique d'auteur québécoise a un bel avenir...

NOUVEAUX HORIZONS

En première partie, une solide prestation de Dumas, qui partageait le beau contrat avec Yann Perreau, Antoine Gratton et Martin Léon, a permis de confirmer ce que l'on savait déjà : le bonhomme a un talent d'enfer, une assurance à tout casser et un nouvel album, *Le Cours des jours*, qui mérite d'être découvert par le plus grand nombre. La tignasse dans le vent, le sourire ravageur, le musicien a, avec sa pop électrisante, charmé un public particulièrement attentif à ses nouvelles chansons, dont la très efficace *Vol en éclats*, et ses plus anciennes comme *Miss Ecstasy*. De la bien bonne musique qui démontre sans l'ombre d'un doute que la musique d'auteur québécoise a un bel avenir...

OLD ORCHARD

Suite de la Une

dollar, la célèbre plage a un peu perdu de son exclusivité avec la montée en popularité de Wells et d'Ogunquit. Elle n'est plus le grand rendez-vous estival annuel des gars de la construction qui, comme le reste de la population, ont découvert d'autres destinations. Mais ce que Old Orchard a perdu d'une main, elle l'a regagné de l'autre.

« Les Américains ne connaissent pas Old Orchard, notent Suzanne et Marc. Le 11 septembre a tout changé. Ils ont commencé à voyager moins loin et à s'intéresser davantage à leur coin de pays. Et quand, de New York, du Massachusetts et du New Hampshire, les gens ont commencé à découvrir Old Orchard, ils ont adoré. »

« INCROYABLE »

Côté esthétique, Suzanne et Marc ne nient pas la tendance populo du secteur du *pier* d'Old Orchard. Mais ils considèrent absolument fantastiques les efforts déployés pour revampier l'image un temps ternie de la première station balnéaire des Québécois dans le Maine. « C'est incroyable ! s'exclame Marc. La Ville a dépensé des millions. On a refait la rue West Grand au grand complet, du *pier* jusqu'à la rue Union. On a construit des trottoirs, planté des arbres, installé des lampadaires et des bancs publics. Aménagé une fontaine. On a aussi refait au complet une partie d'East Grand. C'est beaucoup plus joli. » Et ce n'est pas tout. « On a fermé des bars. Passé une loi pour réduire le bruit. Mis au pas les motos pétaradantes. On a fait de Old Orchard une place plus familiale », résumèrent-ils.

À un tel point, selon Suzanne, que les touristes qui avaient délaissé Old Orchard pour Ogunquit reviennent à 00. « À Ogunquit, c'est super beau, concède-t-elle. Mais on n'y trouve pas 12 km de plage et les motels sont tous situés sur la route n° 1. Faut prendre l'auto pour aller à la plage et trouver un stationnement. Old Orchard, c'est beaucoup mieux organisé et moins dispendieux. »

UNE DYNASTIE

La longue histoire des Québécois avec Old Orchard est indissociable de celle de la famille de Pierre Beaulieu, un opticien qui a longtemps eu

un pigeon sur rue boulevard Charest à Québec, non loin de l'ancien SOLEIL.

« C'est mon père qui a parti ça en 1967, l'année de l'Expo », rappelle Suzanne. Cette année-là, Pierre a acheté le Motel Belvédère. « Depuis 1959, on venait chaque été en vacances avec les enfants à Bayview, raconte la mère, Marguerite, qui passe encore ses étés à Old Orchard. On logeait chez les parents de mon mari. Mais avec déjà cinq enfants à l'époque, ça n'avait plus de bon sens de débarquer chez les grands-parents. Alors on a construit un chalet, puis on a acheté le Belvédère. »

Cela a duré un bon cinq ans quand Pierre, l'opticien converti en hôtelier, repère un terrain à vendre. Il l'achète et construit le Kebek 1. Là, c'était vraiment parti ! Cinq ans plus tard, autour de 1977, il récidive et construit le Kebek 2, aujourd'hui tenu par sa fille Claire. Incorrigible, il laisse passer encore quelques années, puis « commence tranquillement à construire le Kebek 3, celui de Suzanne. Le Chinois ! s'exclame Marguerite. Il achetait et faisait du social quand moi et les filles on abattait le reste de la besogne. »

Marguerite Beaulieu, dont les trois derniers enfants sont nés à Old Orchard, le dit sans fausse modestie. « C'est grâce à nous si les Québécois ont commencé à descendre à Old Orchard au début des années 70. On s'affichait comme le motel des Québécois où l'on parlait français. Pour 10\$, mon mari offrait des allers-retours aux filles de chez Pollack, Paquet et du Syndicat. On remplissait nos motels », se remémore-t-elle dans son condo de l'avenue Seaclyff.

La différence avec ces années-là, c'est que les gens n'allaient pas à Old Orchard pour trois ou quatre jours. Ils passaient une semaine. Parfois deux. « Et là, ça recommence comme dans le temps, quand les routes n'étaient pas pavées et qu'il n'y avait pas de 95. Les Québécois viennent de nouveau pour une semaine », continue-t-elle.

Les Beaulieu ont trimé dur et tenu bon à travers toutes ces années. Leur *business* s'est développée et ils sont devenus une institution à Old Orchard. Une dynastie ! Avec la troisième génération de Beaulieu que l'on entraîne déjà à prendre la relève.

Malgré tout, ils n'ont jamais pris la nationalité américaine. « Nous avons le statut de résident permanent, mais nous restons fiers d'être Canadiens », lance Marguerite.



Les fluctuations du dollar canadien n'ont pas eu d'impact majeur sur la fréquentation d'Old Orchard.

TOURISME

Suite de la Une

Les restaurants ont toutefois moins souffert d'un achalandage touristique moindre. L'indice du nombre de repas servis n'a reculé que de 6,4 %.

Selon le directeur général de l'Office du tourisme, Pierre Labrie, les résultats de juin qui seront connus le mois prochain n'annoncent rien de bon, d'après les commentaires entendus dans le milieu touristique.

« Le portefeuille des réservations dans les hôtels est dégariné. Pour juillet, des hôtels n'ont pas 60 % du niveau de réservations habituel. À moins qu'il y ait beaucoup plus de gens qui réservent à la dernière minute, tout le monde s'attend à connaître un mois de juillet difficile », a-t-il commenté.

« Il y a eu la guerre en Irak et le SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère). La deuxième vague de SRAS à Toronto a tué toute récupération des marchés internationaux. En plus, l'économie américaine bat de l'aile », a avancé M. Labrie en guise d'explication de la situation difficile que vit le milieu touristique.

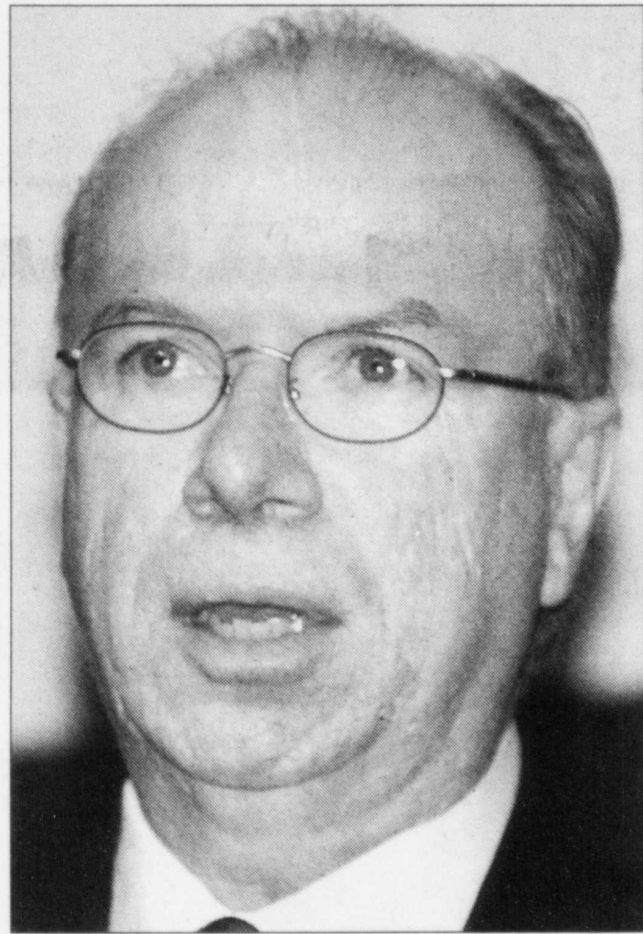
Il voit toutefois quelques lueurs d'espoir pour les mois d'août et septembre. « On est plus confiants pour cette période. Le niveau de réservations est bon et il n'y a pas eu d'annulation », a-t-il dit.

MIEUX QU'À MONTRÉAL

Malgré ses malheurs, la région de Québec tire son épingle du jeu comparativement à d'autres grandes villes canadiennes. Selon la firme HVS International, le taux d'occupation des grands hôtels de Montréal a diminué de 10,7 % durant la dernière semaine de juin, par rapport à la même période un an plus tôt.

À Toronto, c'est tout simplement catastrophique. Les baisses varient entre 11,6 et 29,1 %. À Niagara Falls, le recul est de 21,4 %, et à Edmonton, de 19,2 %. Cependant, on constate une hausse de 9,6 % du taux d'occupation des principaux hôtels de Winnipeg et de 5,7 % à Victoria à la fin de juin.

Par ailleurs, une recherche de la firme Pricewaterhouse Coopers effectuée aux États-Unis révèle que les diverses mesures de sécurité prises dans les aéroports et dans les avions ainsi que les délais supplémentaires continuent d'avoir un effet dissuasif sur les voyageurs de prendre l'avion. On estime que ces inconvénients sont la cause de 30 à 40 % de la baisse des taux d'occupation dans l'industrie hôtelière.



Le directeur général de l'Office du tourisme, Pierre Labrie, s'attend à un mois de juillet difficile.

C'ÉTAIT HIER

1987 — Le lieutenant-colonel Oliver North dépose devant la commission parlementaire d'enquête sur l'Irangate.

1984 — L'Irak annonce son intention de poursuivre ses attaques aériennes et maritimes pour empêcher l'Iran d'exporter du pétrole.

1973 — Vingt-trois personnes accusées d'avoir voulu renverser le gouvernement sont exécutées en Irak.

VOISINS

Suite de la Une

« Je préfère être ici qu'en plein centre-ville de Québec, explique Roland Labelle, un retraité de Saint-Jérôme séjournant avec sa femme Huguette au C&C. Stationner sa voiture là-bas, c'est tout simplement l'enfer. C'est le même problème qu'à Montréal, tout le monde a une auto. J'aime autant prendre le traversier et ne pas avoir à me casser la tête. »

Le couple s'installait pour la première fois à l'extérieur du centre-ville, mais a décidé d'adopter cette façon de faire. « C'est une belle p'tite place ici, souligne Huguette. C'est rustique. Il y a toutes ces petites rues et plein de maisons ancestrales. C'est un bien beau coin. »

L'avenue Bégin, avec ses petits restos et ses boutiques, n'a pas à rougir devant les autres artères commerciales de la région. En soirée, les terrasses fourmillaient d'activités, particulièrement celle de la chocolaterie artisanale Les Chocolats favoris.

« Il y a eu un sondage effectué il y a pas longtemps qui disait que 34 % des visiteurs de Lévis venaient entre autres pour la chocolaterie », affirme Martin Bergeron, copropriétaire avec sa femme Ginette L'Heureux du C&C.

« Je préfère être ici qu'en plein centre-ville de Québec; stationner là-bas, c'est l'enfer ! »

En outre, la maison d'Alphonse Desjardins, fondateur des caisses populaires du même nom, le Fort-Numéro-Un et la bibliothèque Pierre-Georges-Roy attirent aussi leur lot de visiteurs.

Et l'incontournable panorama. Sur la Terrasse de Lévis, un belvédère qui offre cette fameuse vue sur Québec, Edward Collin et son épouse Mary, du Maine, mangent le paysage des yeux. « C'est bien parce qu'on voit quelle forme emprunte le fleuve, souligne Mary. Ça nous donne une meilleure idée de la façon dont Québec est positionnée. »

Et s'il avait toujours les jambes de sa jeunesse, Edward aurait bien aimé enfourcher un vélo et parcourir la piste cyclable qui longe le Saint-Laurent.

« C'est sûr que quand tu es à côté d'une grande ville comme Québec, c'est pas toujours évident de te démarquer, souligne Martin Bergeron. Mais beaucoup de gens nous découvrent petit à petit. Ils aiment l'aspect sécuritaire et la tranquillité du coin. Et les résidents se font une fierté de décorer, même s'il y a encore de l'ouvrage à faire. »

UN PRIVILÈGE

Comme les autres propriétaires de C&C rencontrés pendant notre tournée, M. Bergeron pourrait parler pendant des heures de sa maison. « C'est un privilège de pouvoir habiter une vieille résidence comme celle-là et de faire vivre cette expérience à d'autres, dit-il. Quand on voit ça de l'extérieur, il me semble qu'on se demande toujours de quoi c'est l'air en dedans. »

Et s'il est une constante qui ressort des discussions que nous avons eues avec les touristes, c'est que le principal atout de la région réside dans la gentillesse et l'hospitalité de ses habitants. S'ils le disent...

cyberpresse.ca/soleil

Suivez l'actualité

Résultats
 Éto Révo
 Un lot de 250 000 \$ ou un voyage autour du monde

Tirage du: 2003-07-07 601393

2003-06-30 688591	2003-07-03 129896
2003-07-01 445773	2003-07-04 223572
2003-07-02 922941	

(décomposables)

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de discordance entre cette liste et la liste officielle de L-C, cette dernière a priorité.

DU 30 JUIN AU 25 JUILLET 2003

LUNDI VOYAGE OU 250 000 \$	MARDI BATEAU OU 250 000 \$	MERCREDI PORSCHE OU 250 000 \$
JEUDI MOTORISE OU 250 000 \$	VENDREDI 1 000 000 \$	

Résultats
 LOTO QUÉBEC

649 Tirage du 2003-07-05

6/6	2	1 000 000,00 \$
5/6+	7	75 756,60 \$
5/6	298	1 423,60 \$
4/6	11 188	72,60 \$
3/6	191 340	10,00 \$

Complémentaire: (40) Ventes totales: 12 108 245 \$ Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$

Québec 449 Tirage du 2003-07-05

6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+	0	50 000,00 \$
5/6	31	500,00 \$
4/6	1 348	50,00 \$
3/6	22 950	5,00 \$

Complémentaire: (36) Ventes totales: 557 790,00 \$

Extra Tirage du 2003-07-05 NUMÉRO 878109

Extra Tirage du 2003-07-06 NUMÉRO 901537

Millions Tirage du 2003-07-06 NUMÉRO 174 2855

PANCO Tirage du 2003-07-06

05	06	10	11	20	21	22	24	25	27
28	31	39	48	50	53	55	60	67	69

LES LUNDI, MARDI ET MERCREDI À 18 h 25 SUR LE RÉSEAU TQS

ACTUALITÉS

CHUTE DE SAINTE-AGATHE DE LOTBINIÈRE

Les tragédies n'ont pas stoppé les baigneurs téméraires

VIOLAINE BALLIVY
VBallivy@lesoleil.com

Simon Drolet et son frère François n'ont pas sauté du haut de la chute de Sainte-Agathe de Lotbinière depuis 2001, lorsque deux hommes y avaient fait un plongeon mortel en moins d'une semaine. Il ne faut pas se leurrer, ce sont des exceptions. Ni les clôtures, ni les menaces d'amendes ou pire, d'accident, n'ont réussi à freiner les baigneurs téméraires de la région. À peine s'élancent-ils un peu plus « prudemment » depuis le sommet de la falaise.

« Ça saute toujours », confirme Julie Ferland, coordonatrice du Parc de la chute de Sainte-Agathe. « Il y a trois semaines, les ambulanciers sont venus soigner un jeune victime d'un mauvais plongeon. Pendant qu'ils l'immobilisaient sur une civière, les jeunes continuaient de sauter du même endroit. » Des anecdotes du genre, M^{me} Ferland en a un paquet. Mais chacune pointe vers la même conclusion : c'est une mission quasi impossible de convaincre les plongeurs des dangers de l'activité.

« Si tu n'arrives pas à couper l'envie aux jeunes de sauter avec ça, je ne

vois pas ce qui pourrait le faire », dit-elle, ajoutant qu'elle n'imagine pas davantage quelles mesures supplémentaires devraient être adoptées.

Il y a trois ans, les propriétaires du parc de la chute ont tenté de régler le problème en cerclant le territoire d'une clôture de métal. Elle est, à peu de choses près, complètement inutile depuis le début. Une paire de tenailles dans les mains, des quidams ont eu tôt fait de la transformer en gruyère. « Ils sont mieux équipés pour trouer le grillage que je ne le suis pour le fermer », plaide M^{me} Ferland. Cet été, pendant le congé de la construction, le Parc engagera aussi des gardes de sécurité afin de couper l'accès aux intrus.

Si les jeunes sont toujours aussi nombreux à se jeter à l'eau, ils seraient plus prudents. La visibilité du bassin est très mauvaise depuis le sommet de la falaise et plusieurs accidents sont survenus lorsqu'un nageur a atterri par inadvertance sur un autre. « Les adolescents sont plus sensibilisés. Maintenant, ils organisent souvent un système pour s'assurer qu'il n'y a personne dans l'eau au moment de sauter. »

Lise Thivierge, mairesse de Sainte-Agathe de Lotbinière, abonde dans le même sens que M^{me} Ferland : « Je constate une amélioration. Depuis deux ans, nous n'avons pas eu d'accident grave. » Elle attribue ces résultats à l'entrée en vigueur d'un nouveau règlement municipal qui condamne cette pratique dangereuse. L'amende va de 30\$ pour une première infraction et peut grimper jusqu'à 200\$.

Les frères Drolet avouent que la double tragédie de 2001 les a un peu secoués. « On avait sauté une semaine avant les noyades... Ça nous a fait un choc. On n'a pas sauté depuis, on ne cherche pas à avoir des ennuis, on a entendu tellement d'histoires », disait Simon, rencontré hier.

Il est difficile de vérifier si les comportements ont effectivement changé. Les services de police et d'ambulance de la région confirment simplement qu'ils sont appelés sur les lieux une dizaine de fois chaque été et que l'année dernière a été moins mouvementée que la précédente. C'est Lise Thivierge qui résume le mieux la situation. « Ça va bien, mais on se croise les doigts, il suffit d'un mauvais saut. »



Ni les clôtures, ni les menaces d'amendes ou pire, d'accident, n'ont réussi à freiner les baigneurs téméraires de la région.

FESTIVAL D'ÉTÉ DE QUÉBEC

Quand les amuseurs publics habitent la rue

VIOLAINE BALLIVY
VBallivy@lesoleil.com

Le bon petit festivalier a le pied fatigué. Il court d'une scène à l'autre, les mains serrées sur sa programmation défraîchie, toujours inquiet de rater LE spectacle de la soirée. Un secret : pendant le Festival d'été, il faut réapprendre à marcher. Étirer le pas, égarer son programme, perdre le nord et déambuler dans la vieille ville. C'est le seul moyen de découvrir l'autre Festival d'été, l'anarchique, le désordonné festival des arts de la rue, une perle ignorée des projecteurs.

Tous les soirs, quatre troupes de saltimbanques et de jongleurs de salade, musiciens de fanfares ou de tam-tams prennent d'assaut les rues de la ville. Ils n'ont pas de loi, sinon celle de surprendre la population entre 18h30 et 21 h 30 dans le périmètre délimité par le parc de l'Esplanade et la place Georges-V, et parfois, rue Saint-Jean et place D'Youville.

« Chaque soir, c'est une surprise. C'est ce qui est merveilleux », déclare Mélanie, de Québec. Rue Saint-Jean, la jeune femme est tombée nez à nez avec une Marie-Antoinette tirée à quatre épingle, qui avait toute sa tête mais des jambes immensément longues. La troupe d'échassiers française Friches a traversé l'Atlantique pour donner quatre représentations impromptues, petites bulles d'imprévu dans la vie si bien réglée des festivaliers.

CULTURE DE L'ERRANCE

La recherche dans le labyrinthe des rues n'est pas pour tous... Une passante questionnait hier sans relâche un bénévole du festival : « Où sont les échassiers ? » et qui ne pouvait que répondre : « Je ne sais pas, quelque part près de la rue Saint-Jean ».

Avant de perdre patience, vaut mieux prendre sagement la direction du parc Forain, sur les Plaines, où la famille Magnifique donne des leçons sur « l'art de l'errance, le plaisir de rencontrer chaque jours des gens, dans leur univers, et d'y mettre un peu de poésie », résume René Pareja, le metteur en scène.

En France, la famille Magnifique butine d'une place de marché à l'autre à bord de son gros camion jaune moutarde, qui s'ouvre pour découvrir sa scène de théâtre miniature. Entre la neige artificielle et les bulles de savon, la troupe traîne 12 classiques de la littérature revisités au goût du jour et parfumés du thème de l'errance.

Il y a entre autres ce conte du Petit

Chaperon rouge en version banlieusard. La fillette est devenue grande et elle a épousé le brave chasseur. Histoire d'acheter un peu de beurre et des galettes, le couple a dû se résigner à ouvrir un casse-croûte sur le bord d'une route nationale. Leur vie est peinarde, presque banale, jusqu'à ce que ce trouble-fête de grand méchant loup ne rapple et essaie de dérober le cœur de la belle en rouge.

Jusqu'à mercredi, la famille Magnifique défile deux fois par jour son camion (déménagé pour l'occasion par bateau) et recrée chaque fois, en 20 minutes, l'une de ses 12 pièces.

FESTIVAL D'ÉTÉ
DE QUÉBEC



Autres textes

- Maurane renoue avec son trio jazz B 2 ?
- Succès populaire pour l'OSQ B 3 ?
- Guitare torride B 3



La troupe d'échassiers française Friches a traversé l'Atlantique pour donner quatre représentations impromptues, petites bulles d'imprévu dans la vie si bien réglée des festivaliers.

TRAIN RAPIDE QUÉBEC-WINDSOR

Collenette confiant

ISABELLE RODRIGUE
Presse canadienne

■ OTTAWA — Le projet de train rapide entre Québec et Windsor pourrait être dévoilé dès cet automne si les choses progressent comme le souhaite le ministre des Transports, David Collenette.

Le corridor ferroviaire rapide, discuté depuis des décennies, n'a toujours pas reçu l'incontournable appui du Conseil des ministres, mais M. Collenette ne modifie pas son échéancier. En septembre 2002, il disait se donner un an pour finaliser les détails du projet et convaincre ses collègues ministres d'y donner leur aval.

« Je suis confiant que l'échéancier que je me suis fixé, c'est-à-dire septembre 2003, soit respecté et qu'on puisse mettre le projet en branle », a déclaré le ministre Collenette, vendredi, en entrevue à la Presse canadienne. « Je demeure confiant qu'une décision soit prise bientôt », a-t-il poursuivi, demeurant très discret sur les détails du projet.

Peu de renseignements transpirent sur le sujet, à Ottawa, où le projet semble encore sur les tables de travail. On sait que le train rapide reliant Québec et Windsor est estimé à plus de trois milliards \$, dont une bonne partie sera utilisée à remettre en ordre des parties de voies ferrées.

Il ne faut toutefois pas s'attendre à ce que le fédéral annonce en bloc une somme imposante pour le projet de Via Rail, d'autant plus que le train ne pourrait vraiment entrer en fonction que dans quelques années, de cinq à sept ans, à cause des travaux à effectuer.

Selon le ministre Collenette, le gouvernement connaît maintenant les coûts du projet et ce qu'il implique. « Nous avons une très bonne idée de ce qu'il faudra faire, a-t-il noté. Et nous avons des évaluations des coûts. La question, maintenant, c'est d'évaluer quels impacts aura le corridor sur l'environnement ou sur le transport des marchandises. »

Le fédéral cherche également à évaluer si le projet aidera le pays à atteindre ses objectifs de réductions des gaz à effets de serre en vertu du Protocole de Kyoto en retirant des automobiles des routes. Si la réponse est positive, le ministre Collenette pourrait avoir des arguments convaincants en poche. « Si ça pouvait nous aider à atteindre nos objectifs de Kyoto, ce serait une raison qui nous pousserait à réaliser le projet », a admis David Collenette.

Le ministre pourrait aussi espérer obtenir des fonds du budget prévu pour la mise sur pied d'un programme pour faire face aux changements climatiques. Dans le dernier budget, Ottawa annonçait qu'il investirait deux milliards \$ en cinq ans dans ce programme, qui reste encore à être défini.

M. Collenette indique d'ailleurs qu'une décision en faveur d'un train rapide découle avant tout d'une question plus vaste, à savoir si le gouvernement s'engage à mettre de l'avant le transport par rail, et ce, même au détriment d'autres modes de transport. « Cela voudrait dire que l'État statue qu'une politique publique s'impose pour améliorer le transport des passagers par train et que des investissements devraient être faits », a-t-il souligné.

L'industrie du transport par autobus et l'industrie aérienne se sont montrées déjà très critiques en regard du projet qui, selon elles, ne réglerait pas les problèmes de congestion des grandes villes tout en risquant de mettre en péril la survie de leur industrie.

Le ministre estime que ce sont des questions qui méritent réflexion, citant au détour les exemples français et japonais. Ces gouvernements ont pris la décision de développer le transport ferroviaire. « La question est la suivante : est-ce que le Canada veut faire de même ? »

Il pourra néanmoins compter sur certains appuis de ministres, et non les moindres. Le ministre des Finances, John Manley, a donné son appui au train rapide dans le cadre de la campagne au leadership du Parti libéral du Canada. Le premier ministre Jean Chrétien s'est également montré favorable au projet en tant qu'il soit réaliste à des coûts raisonnables.

C'est Ottawa qui avait demandé à Via Rail, l'an dernier, de lui soumettre un scénario pour relier par train rapide Québec et Windsor. La société d'État, présidée par Jean Pelletier, ancien chef de cabinet et ami de longue date de M. Chrétien, a présenté son projet au fédéral l'automne dernier. Le projet s'appuierait sur la technologie JetTrain, développée par Bombardier.

0\$ dépôt • 0% financement 60 mois

Cavalier

148\$/mois



10 998\$**

* Garantie 5 ans/100 000 km (groupe propulseur)

MENSUALITÉ*	COMPTANT (ou échange équivalent)
1985	0\$
1485	23535

• Moteur ECOTEC
(16 soupapes)
• Transmission
manuelle 5 vitesses

Bonnes
Vacances

MARLIN

CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.

2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy
688-1212

238\$/mois

Venture Maxi Valeur



MENSUALITÉ*	COMPTANT (ou échange équivalent)
2955	0\$
2385	26835

• Sept passagers
• Garantie
5 ans /100 000 km
(groupe propulseur)
• Air climatisé

* Location 48 mois, 20 000 km. Transport inclus. Taxes en sus.
** Transport et taxes en sus. Rabais GM inclus. Financement bancaire.

20 639\$**

CRISE DU LOGEMENT

La police intervient à Val-David et Montréal

MONTRÉAL (PC) — Les occupations du secteur «Guindonville», à Val-David, dans les Laurentides, et du Parc Lafontaine à Montréal sont terminées.

À la demande des autorités municipales, les policiers de la Sûreté du Québec ont délogé ce matin les citoyens récalcitrants et des sympathisants, qui dénonçaient la démolition de 7 maisonnettes. Plusieurs s'étaient attachés à des maisons et des arbres pour empêcher la démolition.

Une quinzaine de personnes sont parties volontairement et pacifiquement. Quelques-unes ont opposé une résistance pour finalement acquiescer à la demande des policiers. D'autres ont été forcées de mettre fin à leur geste par les policiers.

Neuf arrestations ont été effectuées. Ces personnes seront accusées d'introduction par effraction, de méfait et d'entrave au travail des policiers. Les maisonnettes ont immédiatement été détruites pour laisser place à la construction d'un stationnement face au parc.

PARC LAFONTAINE

Par ailleurs, des militants en faveur du logement social prévoyaient récupérer de nouveau le parc Lafontaine, quelques heures après que l'escouade antiémeute de la police de Montréal eut arrêté neuf personnes, dont un mineur, pour avoir contrevenu à un règlement municipal.

Environ 200 policiers, portant matras et boucliers, ont chassé environ 100 militants qui utilisaient des tables de pique-nique en guise de barricade. L'opération, qui a débuté vers 11 h, a duré 90 minutes.

Les protestataires avaient installé des tentes dans le parc Lafontaine au cours de l'après-midi de samedi afin de protester contre ce qu'ils considéraient comme le peu d'intérêt manifesté par les autorités municipales pour le logement social. Les policiers sont intervenus parce qu'un règlement municipal interdit à quiconque de demeurer dans un parc au cours de la nuit.

Les personnes arrêtées, dont un des

organiseurs de la manifestation, ont été accusées d'avoir nui au travail des policiers et de s'être retrouvées dans un endroit public interdit d'accès après minuit.

Un porte-parole des manifestants, John Hodgins, a affirmé que d'autres protestataires devaient prendre la relève, dimanche. «Ce n'est pas quelque chose qui va se terminer aussi facilement», a-t-il dit sur les ondes de la radio du réseau anglais de Radio-Canada. Nous allons nous battre. C'est une action sérieuse, elle n'est pas symbolique.»

D'AUTRES SQUATS

Cette occupation n'est qu'une première étape, selon les militants pour des habitations abordables.

Les moyens d'action et de sensibilisation se multiplieront dans les prochaines semaines pour «garder le momentum» et rappeler que la situation du logement social n'est pas réglée, soutient Mathieu Thériault, porte-parole du Comité des sans-emploi de Montréal-Centre. «Il y a certainement d'autres squats qui vont suivre, puisque ce mode d'action reste super-pertinent», affirme-t-il. Mais ça ne se prépare pas en 10 minutes.»

Pour celui du parc Lafontaine, c'est bel et bien la fin. Lors d'une réunion qui a duré près de trois heures et a rassemblé une trentaine de personnes, les occupants ont décidé de remettre les abris de toile pour l'instant, même si le squat devait originellement s'étirer jusqu'à samedi.

Déjà, quelques projets sont en marche. Aujourd'hui, une partie des manifestants qui étaient au parc Lafontaine se dirigent vers Guindonville dans le cadre d'une manif organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Samedi prochain, un pique-nique se tiendra au parc Outremont, non loin de la résidence du maire de Montréal, Gérald Tremblay; puis un grand rassemblement pacifique se tiendra à 15 h au parc Lafontaine.



Kathy Pitre s'était enchaînée à un bloc de ciment sur le toit de sa maison.

Samedi matin, près de 300 militants pour le logement social avaient décidé de planter leurs tentes au parc Lafontaine. Toute la journée, les occupants de «Tent City» ont partagé leur inquiétude et leur colère de voir la crise du logement être banalisée par la Ville de Montréal.

Au FRAPRU, on montre du doigt Gérald Tremblay, qui «a changé de discours» depuis qu'il dirige la Ville. «En 2001, il accusait le maire de l'époque, Pierre Bourque, de jouer à l'autruche et de ne pas reconnaître la crise du logement», explique le porte-parole, François Saillant.

Hier, les manifestants, qui avaient été évincés la veille à une 1 h du matin par 200 policiers, se disaient «frustrés» et «démoralisés».

Pour François Saillant, il n'y avait «aucune espèce de justification» à l'intervention de samedi soir. «L'atmosphère était bon enfant, avec de la musique et quelques tentes, dit-il. Il n'y avait rien de répréhensible et personne ne troublait la sécurité publique. Ce règlement de ne pas se tenir dans les parcs après minuit est rarement appliqué.»

Au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), on estime avoir simplement fait son travail. «Les règlements municipaux sont faits pour être suivis par tous», explique le porte-parole, Yannick Ouimet.

C'est la Ville de Montréal qui a demandé qu'on applique le règlement à la lettre dans le cas du squat au parc Lafontaine.

Les pères goûtent aux joies du congé parental

KARIM BENNESSAIEH
La Presse

Oiseaux rares en 2000, les pères qui décident de profiter de leur congé parental ont vu leur nombre tripler en un an pour atteindre un sommet de 10 %, révèle une étude récente de Statistique Canada. Les mères, elles, choisissent dorénavant de rester presque deux fois plus longtemps auprès de leur enfant, soit 10 mois.

Ces changements remarquables sont tous liés aux modifications apportées à la Loi fédérale de l'assurance-emploi en 2001. On a alors notamment prolongé les congés parentaux de 10 à 35 semaines, auxquelles on peut ajouter 15 semaines de prestations de maternité. On a du même souffle accordé ces bénéfices à une nouvelle tranche de travailleurs salariés en ramenant de 700 à 600 le nombre d'heures de travail qu'il faut avoir accumulées dans la dernière année pour avoir droit aux prestations. Ces dernières équivalent à 55 % du salaire brut, jusqu'à un maximum de 413 \$ par semaine.

Ces initiatives d'Ottawa sont par ailleurs au cœur d'un litige avec Québec, qui conteste la constitutionnalité même du régime devant la Cour d'appel. Le PQ, dans une démarche confirmée le mois dernier par le nouveau gouvernement libéral, réclamait le droit de mettre sur pied son propre régime de congés parentaux.

Quoi qu'il en soit, la générosité des modifications apportées en 2001 a eu un impact évident sur le comportement des parents qui ont pu en profiter, note l'étude de Statistique Canada. En un an, la proportion de nouvelles mères touchant des prestations est passée de 54 % à 61 %. En 2000, 8 % seulement des femmes prenaient neuf à 12 mois de congé. Ce taux a fait un bond à 47 % l'année suivante. La durée médiane des congés — la moitié des femmes en ont eu moins, l'autre moitié plus — est passée de 6 à 10 mois.

Il faut toutefois noter que 39 % des femmes n'avaient pas accès au congé parental en 2001, soit parce qu'elles ne travaillaient pas auparavant (23 %) ou qu'elles n'étaient pas admissibles (12 %) ou parce qu'elles étaient travailleuses autonomes (5 %). Une femme sur 10 n'a pris aucun congé ou n'a pris qu'un ou deux mois après avoir accouché.

Ce sont toutefois les hommes qui sont au cœur d'un changement étonnant. «Une augmentation significative du point de vue statistique, mais du point de vue social» aussi, commente l'auteur du rapport, Katherine Marshall. En 2000, à peine 3 % des pères ont demandé des prestations parentales, un taux qui a plus que triplé avec la nouvelle loi pour atteindre 10 %.

On ignore cependant pour quelle durée ces pères choisissent de s'absenter. Les nouvelles dispositions de la loi leur permettent une absence maximale de 35 semaines — les 15 autres étant réservées à la mère. De plus, un seul délai de carence de deux semaines est maintenant prévu pour les deux parents.

GARDERIES EN MILIEU SCOLAIRE

Hausse des tarifs en vue

MONTRÉAL (PC) — Le ministère de l'Éducation est ouvert à la proposition de la Fédération des commissions scolaires (FCSQ) de hausser le tarif des services de garde en milieu scolaire pour compenser un manque à gagner qu'elle chiffre à 90 millions \$ pour l'année prochaine.

«L'opinion de la Fédération est importante pour nous: on va participer aux consultations du ministère de la Famille en août prochain et prendre une décision par la suite», a indiqué dimanche Caroline Richard, attachée de presse du ministre de l'Éducation, Pierre Reid.

La FCSQ a toutefois peu d'espoir de voir sa proposition retenue par Québec, du moins pour l'année financière 2003-2004. «On sait que c'est un coup d'épée dans l'eau, car si le gouvernement a refusé de hausser le plafond de 5 \$ dans les Centres de la petite enfance (CPE), il ne le haussera pas non plus dans les services de garde en milieu scolaire, histoire de rester cohérent», a dit Réjean Morel, directeur

général de la FCSQ.

Et si la FCSQ prenait l'initiative d'augmenter elle-même les tarifs en garderie? «C'est le Ministère qui fixe le tarif quotidien dans les services de garde», a précisé Caroline Richard.

SERVICES RÉDUITS

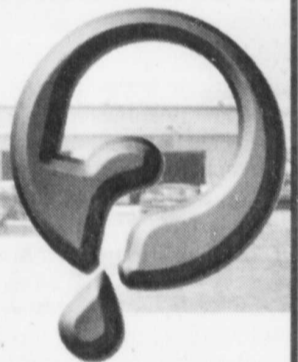
Les parents des 180 000 enfants qui bénéficient des services de garde à plein temps dans les écoles peuvent donc respirer: il ne devrait y avoir aucune hausse à la rentrée. Une situation qui accule cependant les commissions scolaires à l'impasse financière. Elles auraient pu récupérer 33 millions \$ en haussant de 1 \$ par jour la contribution parentale pour l'année qui vient.

Le directeur général de la FCSQ prévoit une diminution notable des services directs aux élèves — professeurs, orthopédagogues, techniciens — si aucune solution n'est avancée d'ici l'automne.

«Ca représente l'équivalent de 1500 postes à temps plein pour un an!» a dit M. Morel.

LE COIN de l'ANTIROUILLE

par l'équipe d'Antirouille Métropolitain



Un client qui vient de loin...

ou comment conserver une véritable valeur de revente à votre véhicule!

Après avoir déménagé à Rimouski, Gilbert Garon, électricien retraité, n'a pas fait traiter sa Nissan Altima 1993 chez nous pendant quatre ans, parce que nous n'avons pas de succursale dans cette ville. Mais, selon M. Garon, «l'air salin du fleuve combiné à l'importante quantité d'abrasifs sur nos routes du Québec, notamment celles du bas Saint-Laurent, rendent le traitement antirouille indispensable».

Résultats: notre client a recommencé à faire traiter sa Nissan une fois par an. Il profite d'une visite à Québec ou à Montréal pour passer à l'une de nos succursales. Mais Gilbert Garon pourrait-il faire traiter son véhicule dans son patelin?

«J'ai essayé d'autres produits, nous a-t-il raconté, mais ils sont soit trop épais pour un traitement en profondeur, soit terriblement salissants. Et je ne trouve pas l'antirouille des concessionnaires d'un bon rapport qualité-prix. En fait, quand j'ai acheté ma Nissan, qui était neuve, je l'ai sortie de chez le concessionnaire pour la conduire directement... à votre succursale de Laval!»

Ce que M. Garon apprécie le plus de notre traitement annuel, c'est la valeur de revente élevée qu'il donne aux véhicules.

«Quand un acheteur aperçoit la vignette d'Antirouille Métropolitain dans la portière d'une voiture, il sait qu'il a devant lui une bonne auto... et il est prêt à en offrir un bon prix.» Et notre client sait de quoi il parle: il a déjà revendu avantageusement deux de ses véhicules protégés par nous à tous les ans!

Lévis: 833-3411 — Québec: 687-5660

ANTIROUILLE
MÉTROPOLITAIN?

www.antirouille.com 1 866 antirouille (268-4768)

TRAITEMENT COMPLET
POUR SEULEMENT 72 95\$
+taxes

NOUVEAU À QUÉBEC OUVERT:
lundi au vendredi 7 h à 21 h, samedi 7 h à 17 h

SOLDES
collections denim

60% sur ancien logo

60% sur les collections couleurs

Un prisonnier sur deux récidive

MAXIME BERGERON
La Presse

La prison, havre de réhabilitation? Pas pour tous. Dans les pénitenciers fédéraux, près d'un prisonnier sur deux est condamné pour un nouveau crime dans les deux ans suivant sa libération, indique une étude publiée par le Solliciteur général du Canada.

Entre 1995 et 1997, plus de 42 % des anciens détenus ont ainsi récidivé après leur retour dans la collectivité, selon les données fournies par la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Le parcours de trois cohortes d'ex-prisonniers a été passé au peigne fin pour en arriver à ces conclusions.

La plupart des ex-détenus — des hommes dans 95 % des cas — avaient terminé leur période de probation au moment de leur récidive. «La majorité des nouvelles condamnations ont eu lieu après la date d'expiration du mandat, lorsque les délinquants ne faisaient plus l'objet d'une surveillance dans la collectivité», souligne-t-on dans le rapport.

Le but de l'étude? «Le ministère s'est engagé à établir les taux de récidive. C'est un des moyens de déterminer dans quelle mesure les délinquants réussissent leur réinsertion sociale», a indiqué dans un communiqué le solliciteur général du Canada, Wayne Easter, au moment de la publication du document, le 27 juin.

Avec un taux de récidive frôlant les 50 %, le taux de succès des «réinsertions» apparaît assez faible. Les auteurs du rapport soutiennent cependant qu'il serait «trompeur» de «considérer les nouvelles condamnations comme un indicateur de rendement déterminant du système correctionnel fédéral».

Et le Canada ne fait pas si mauvaise figure lorsqu'on le compare à d'autres pays. Ainsi, dans les deux ans suivant leur remise en liberté, 56 % des ex-détenus ont perpétré un nouveau crime en Angleterre et au Pays de Galles, 47 % en Écosse et 36,4 % aux États-Unis, précise le rapport.

Les dossiers judiciaires de plus de 14 000 individus ont été examinés dans le cadre de l'enquête canadienne.

TÉMOIGNAGE

PLUS DE
25 ANS
D'EXPÉRIENCE

T1-03

MORALI SPORT Place Ste-Foy 653-4742

La nuit italienne

«L'ancien se meurt et le nouveau n'arrive pas à naître. Dans ce clair-obscur surgissent les monstres.»

Antonio Gramsci

Imaginez un instant que le premier ministre Jean Chrétien possède toutes les grandes chaînes de télévision privée du pays et qu'il s'en serve pour faire chanter ses louanges. Imaginez aussi qu'il congédie deux animateurs vedettes de Radio-Canada — disons Stéphane Bureau et Peter Mansbridge — sous prétexte qu'ils se montrent trop critiques à son égard.

Dans ce Canada déboussolé, Jean Chrétien serait propriétaire de plusieurs quotidiens, de la plus grande agence publicitaire, de maisons d'édition, de revues diverses, des Canadiens de Montréal, de boîtes de production, d'entreprises de construction, de sociétés de courtage et j'en passe, sinon les plus fragiles n'en dormiraient plus de la nuit.

Qu'on se le dise : le magazine *Forbes*, qui joue pour le dévoilement des grandes fortunes le même rôle que le microscope joue pour les microbes, le magazine *Forbes*, donc, classerait notre premier ministre à la tête de la première plus grande fortune du monde.

Vous me suivez toujours ? Mis en accusation pour diverses malversations financières, soupçonné d'entretenir des liens avec la mafia, accusé de corruption à grande échelle, Jean Chrétien ferait adopter une série de lois pour échapper à la justice. Et lorsqu'un journaliste un peu moins peureux que les autres oseraient l'interroger sur le sujet, notre homme s'en sortirait par une petite blague, histoire de bien montrer son mépris de la loi et des institutions.

«L'autre jour, je me retrouvais dans l'une de mes entreprises. Soudain, deux hommes entrent en coup de vent et me braquent un fusil sur la tempe.

— C'est un hold-up ! orient-ils. Et vous savez ce que je leur ai répondu ?

— Ouf, je croyais que vous étiez des percepteurs d'impôts ! »

Ne souriez pas. Le cauchemar décrit plus haut n'est pas celui du Canada, mais bien celui de l'Italie, sous la gouverne du premier ministre Silvio Berlusconi. Dans un livre intitulé *L'Anomalie Berlusconi* (Flammarion, 2003) un étudiant romain résume bien la situation.

«Au fond, quel est le problème avec Berlusconi ? (...) Ce n'est pas qu'il ait tant de pouvoirs, qu'il soit président du Conseil [premier ministre] (...); ce n'est pas tant qu'il ait fait disparaître tous les contre-pouvoirs, les médias, les juges, l'Europe, le président; ce n'est pas qu'il soit accusé dans tant de procès; ce n'est pas qu'il possède la première entreprise d'Italie, qu'il contrôle tous les médias; ce n'est pas que je ne puisse pas sortir sans voir sur un mur son sourire ou son nom sur une affiche. C'est qu'il soit tout cela à la fois. C'est qu'il soit tout.

(...) J'allume la télé : c'est à lui. D'ailleurs, la publicité que j'y vois est faite par son agence de pub et pour vendre un produit fabriqué par lui. Je prends mon [téléphone cellulaire] : il est propriétaire de mon [fournisseur de services]. Mes cousins habitent à Milano 2, une banlieue de Milan qu'il a fait construire. Ma compagnie d'assurances est à lui, et mes livres même, les classiques de la littérature, ou mes manuels de droit, sortent de ses presses. Et le film que nous allons voir, le *Pinochio* de Benigni, c'est lui qui l'a produit : Benigni, le réalisateur de *La vie est belle*, le déteste (...), mais il ne peut pas faire autrement. Berlusconi est déjà avec nous tous les jours, à tout moment.»

En deux ans, Silvio Berlusconi a littéralement



Jean-Simon Gagné

JSGagne@lesoleil.com

confisqué l'État italien pour le mettre au service de sa fortune et pour se soustraire à la loi.

Il a mis au pas la télévision d'État, jugée trop critique, il a purgé la haute fonction publique pour la mettre à sa botte, il a fait le grand ménage dans les organismes culturels récalcitrants. Grâce à son empire médiatique, qu'il tient bien en laisse, le premier ministre peut lancer des campagnes d'intimidation contre tous ceux qui font mine de lui résister, en particulier les juges ou les journalistes. L'un d'eux doit ainsi faire face à une poursuite de 50 millions d'euros (75 millions \$) pour la publication d'un livre qui se bornait à rappeler les démêlés judiciaires du premier ministre.

Pire encore, M. Berlusconi s'est assuré d'échapper à la justice en faisant adopter une série de lois taillées sur mesure pour lui. Il a ainsi autorisé le retour des capitaux exportés illégalement d'Italie, faisant un fabuleux cadeau au monde interlope et aux blanchisseurs d'argent. Il a aussi largement décriminalisé les faux bilans financiers d'entreprises.

Et craignant sans doute que tout cela ne le mette pas suffisamment à l'abri, il s'est voté, à la mi-juin, une immunité totale jusqu'à la fin de son mandat, en 2005.

Remarquez, on comprend mal pourquoi le premier ministre redoute encore les tribunaux. Plusieurs fois condamné à des peines de prison, il est toujours parvenu à gagner sa cause en appel. Ou alors, à étirer les procédures pendant si longtemps que le délai de prescription a été dépassé. «Je suis une victime de juges communistes», dit souvent M. Berlusconi sur les cassettes vidéo que diffuse SES télévisions pour expliquer SES objectifs politiques.

Les journalistes ont baptisé ces cassettes les «suppositoires électroniques».

Mais plus personne n'a envie d'en rire.

Ces jours-ci, en Europe, plusieurs s'indignent que M. Berlusconi ait voulu ridiculiser un député allemand en lui offrant le rôle d'un gardien de camp de concentration dans un film italien.

Une peccadille, quand on sait de quoi M. Berlusconi est capable.

Longtemps, les démocrates européens considéraient le premier ministre italien comme un accident de parcours, voire une bizarrerie purement italienne. Seule la présence, au sein de son gouvernement, de ministres appartenant à l'Alliance nationale, le parti néo-fasciste italien, causait un léger émoi.

Empêtré dans le folklore, on cherchait des similitudes entre Mussolini et Berlusconi, entre le Chili de Pinochet et l'Italie d'aujourd'hui.

Comme il en fallu du temps pour réaliser combien Berlusconi était un prédateur moderne. Comme il en fallu du temps pour prendre la mesure d'un phénomène illustrant jusqu'à la caricature tous les dangers qui guettent les démocraties modernes, à commencer par la constitution de gigantesques empires médiatiques ou la confusion entre le bien privé et le bien public.

Alors la prochaine fois que vous entendrez le nom de Silvio Berlusconi, ayez une petite pensée pour l'Italie, ce pays qu'on ne saurait qualifier de dictature, mais qui ne mérite plus le titre de démocratie.

Et souvenez-vous que les ennemis de la démocratie n'ont pas toujours des gueules de nazi. Ils peuvent même avoir le sens de l'humour. La preuve, Silvio Berlusconi raffole de cette blague, citée dans *Le Nouvel Observateur*.

«Berlusconi meurt. Il se dirige vers l'entrée du Paradis, mais il y a la queue. Il demande alors la priorité. Saint Pierre, alerté, appelle Dieu sur son téléphone cellulaire.

«Il y a un type qui veut passer à tout prix. Il dit s'appeler Berlusconi.

— Arrêtez-le, répond Dieu. C'est un imposteur. Berlusconi, c'est moi.

JEUX MONDIAUX DES POLICIERS ET POMPIERS L'argent manque toujours

Le budget de 18 millions \$ loin d'être bouclé

JEAN-FRANÇOIS NÉRON
JFNeron@lesoleil.com

Il reste encore beaucoup, sinon tout à faire pour boucler le budget de 18 millions \$ nécessaire à la présentation des Jeux mondiaux des policiers et pompiers de Québec en 2005. Alors que tarde la confirmation d'une participation financière des gouvernements provincial et fédéral, les prochains mois s'annoncent cruciaux pour le comité organisateur qui part à la recherche de 6 millions \$ en commandes privées.

Si le montage logistique des jeux de 2005, comme le choix et la réservation des sites de compétition, est complété à 80 %, il en va autrement de son montage financier. «Nous nous plaignons à dire que nous pourrions présenter les Jeux cet été... Si nous avions l'argent.»

À trois semaines de la présentation des Jeux des policiers et pompiers de Barcelone en Espagne, où se rendra une délégation québécoise, le président de la société des jeux de 2005, Pierre-Michel Bouchard, aimerait partir avec la certitude que Québec et Ottawa verseront les 3,2 millions \$ demandés à chacun. «Disons qu'il serait souhaitable d'avoir une confirmation avant notre arrivée à Barcelone. Une question d'image, qui prouve le sérieux de l'implication des gouvernements hôtes, croit-il. Il n'y a rien de facile. Il ne faut pas oublier que c'est de l'argent public», ajoute-t-il, conscient de ce fait.

Le président Bouchard souhaite également obtenir quelque 2 millions \$ de la Ville de Québec en argent et en services. «Nous ne leur demandons pas de signer un chèque de 2 millions \$. Mais une partie de cet argent devrait être accordé dès lundi (aujourd'hui) au conseil de ville.» Une somme supplémentaire de 2,6 millions \$ proviendra des frais d'inscription à l'événement.

S'il est pressant dans ses demandes, c'est que M. Bouchard soutient qu'une confirmation de la participation financière des divers ordres de gouvernement aidera à dénicher des commanditaires privés. «À ce niveau, tout est à faire», lance le président, avouant que la tâche nécessitera un travail acharné.

RETOMBÉES DE 40 M \$

M. Bouchard mise sur la réputation des Jeux pour convaincre d'éventuels partenaires. Pendant 10 jours, du 26 juin au 5 juillet, Québec sera envahie par 25 000 personnes, athlètes et accompagnateurs. «N'oublions pas qu'avec 10 000 athlètes, c'est comparable aux Jeux olympiques d'hiver. Les retombées économiques sont estimées entre 40 et 50 millions \$.»

En attendant, M. Bouchard et des représentants de la Ville se rendront à Barcelone observer le déroulement des Jeux. Le ministre de la Sécurité publique du Québec, Jacques Chagnon, qui sera à Paris au même moment, fera un crochet par Barcelone. Il reste maintenant à savoir si le gouvernement fédéral répondra à l'invitation lancée d'accompagner la délégation du Québec.



LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE
Policiers et pompiers qui partiront pour Barcelone prenaient part hier à une activité de financement au parc de la Chute-Montmorency.

Entraînement intensif pour les athlètes

Pour les 55 athlètes, qui représenteront la région de Québec aux Jeux mondiaux des policiers et pompiers à Barcelone, ces jours-ci sont synonymes d'entraînement intensif. Parce que si les espoirs de médaille sont réservés seulement à quelques-uns, tous envisagent la compétition avec sérieux et détermination.

Les Jeux des policiers et pompiers, ce n'est pas qu'une rencontre fraternelle entre les quelque 11 000 policiers et pompiers qui participeront à l'événement de Barcelone. À ceux qui en doutent, Donald Kelley de la police de Québec répond ceci : «On s'entraîne tous très sérieusement. Il y a des athlètes de très haut niveau qui sont présents.»

L'agent Kelley, 34 ans, en sera à ses troisièmes jeux. Il était à Stockholm en Suède en 1999 et à Indianapolis aux États-Unis en 2001. Sa discipline : le karaté.

À sa première participation, il avait terminé troisième en combat. Deux ans plus tard, il subissait une blessure à son premier combat, qui l'obligeait à abandonner la compétition. Il envisage maintenant rien de moins qu'une médaille à Barcelone. «Je m'entraîne actuellement environ 10 heures par semaine, en comptant le temps d'entraînement pour l'aviron intérieur, une seconde discipline à laquelle je participe pour la première fois.»

Roger Noël, 55 ans, policier à la retraite de la police de Québec, en sera

aussi à ses troisièmes jeux en karaté. Chacune de ses présences a jusqu'à présent été fructueuse ; une médaille d'or à Stockholm et une d'argent à Indianapolis.

Depuis un mois, il s'entraîne trois heures par jour. A-t-on besoin d'ajouter qu'il compte revenir de Barcelone avec une médaille au cou. «Ceux qui se présenteront devant moi sans être entraînés tomberont», lance-t-il.

L'agente Darie Bertrand est une des 13 femmes de la délégation. À 43 ans, elle participera aux Jeux pour la première fois. Dans son cas, le désir de se dépasser compense largement l'espoir de remporter une médaille. «Il y a un an, j'ai décidé de commencer un entraînement en piscine pour participer au 100 mètres nage crawl.»

Son entraînement, à raison de trois fois par semaine, a porté fruit puisqu'elle a coupé de moitié son chrono initial de trois minutes, ce qu'elle considère déjà comme une victoire sur elle-même. «Ce n'est pas suffisant pour monter sur le podium, mais je serais déjà comblée d'être de la demi-finale.»

Les 55 athlètes sont répartis à travers 23 des 65 disciplines au programme. Outre la police de Québec, sont représentés les pompiers de Québec, la police de Lévis ainsi qu'un agent correctionnel de Donnacona et une policière de la SQ de la région de Québec. J.-F. N.

Des saumons retirés aux États-Unis traités pour consommation au Canada

ST. STEPHEN, N.-B. (PC) — Des milliers de saumons retirés d'enclos marins au Maine après la détection d'un virus mortel sont envoyés au Nouveau-Brunswick, où ils seront transformés pour consommation humaine.

C'est là pratique courante, et le poisson ne pose aucun danger pour les humains, assure Nell Halse, responsable de l'association des éleveurs de saumon du Nouveau-Brunswick. Le virus ne pourrait jamais survivre à notre température corporelle, explique M. Halse.

L'entreprise de Norvège Stolt Sea Farm, qui a des bureaux canadiens au Nouveau-Brunswick, en Colombie-Britannique et à Toronto, a reçu l'ordre de retirer 24 000 saumons de leurs cages après qu'on eut découvert des cas d'anémie infectieuse du saumon dans des élevages de Cobscook Bay,

près d'Eastport, dans le Maine.

C'est le deuxième cas du genre cet été. Le mois dernier, 28 000 saumons ont dû être retirés des cages de Heritage Salmon, une filiale de George Weston, à Cobscook.

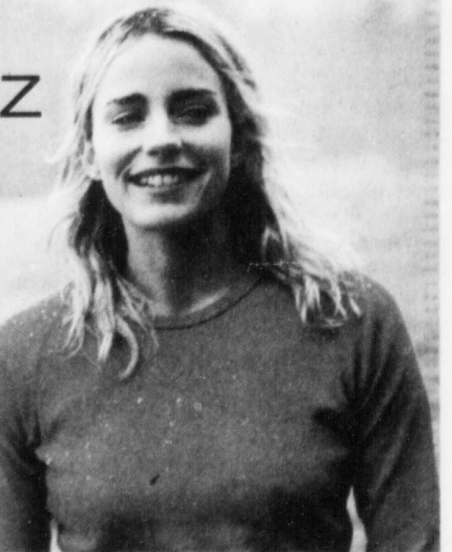
En janvier 2002, 1,5 million de saumons avaient dû être abattus au Maine pour empêcher la propagation du virus de l'anémie infectieuse. Le virus a aussi frappé des élevages de saumons au Nouveau-Brunswick au cours des dernières années.

À cause de ces épisodes, et du risque important que la maladie fait courir à leurs élevages, les pisciculteurs n'hésitent pas à abattre d'importantes quantités de poisson au premier signe du virus. Selon M. Halse, ces poissons peuvent être mis en marché, puisque la plupart d'entre eux sont sains, a-t-il ajouté.

Le poisson ne poserait aucun danger pour les humains

découvrez la vie

solde annuel



Gratuit
T-shirt La Vie Sportive

à l'achat d'une paire de jean homme ou femme à prix régulier.

Surveillez les nombreux rabais sur la sélection de vêtements d'été



photo à titre indicatif

La Vie Sportive

billabong Hurley VOLCOM Acheter mieux, acheter moins.

600, rue Bouvier, Québec / 1.888.347.7678 / www.viesportive.com

LE QUÉBEC ET LE CANADA



Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, a failli perdre ses élections en raison du mécontentement de la population envers le fédéral.

Concert de reproches

Les premiers ministres des provinces préparent leur rencontre annuelle

FREDERICTON (PC) — Les premiers ministres des provinces s'apprentent à se rencontrer cette semaine à Charlottetown pour discuter d'une longue liste de reproches à adresser au gouvernement de Jean Chrétien.

En tête de liste, on retrouve la maladie de la vache folle, la crise de la pneumonie atypique, le financement des soins de santé, les ennuis de l'industrie de la pêche ainsi que des craintes d'ordre économique. La rencontre d'une durée de trois jours a le potentiel pour tourner en ce qui pourrait être le plus important dénigrement du fédéral jamais observé depuis longtemps.

Et les premiers ministres, qui, pour la plupart, viennent de terminer une campagne électorale ou sont sur le point d'en entreprendre une, ont les réflexes aiguisés. « Le gouvernement fédéral n'accorde pas suffisamment de respect aux provinces », affirme Roger Grimes, premier ministre de Terre-Neuve, qui doit déclencher des élections cet automne.

Tout indique que l'état des relations entre le fédéral et les provinces sera encore une fois le point central des discussions, mais pour de nouvelles raisons. « Tout le monde s'entend pour dire que nous avons besoin d'une nouvelle façon de faire pour interagir avec

le fédéral », dit Pat Binns, premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard.

« Nous souffrons de ne pas pouvoir discuter avec le fédéral de façon régulière. »

Dans les provinces maritimes, les ennuis de l'industrie de la pêche, l'incertitude entourant l'exploration en mer pour le pétrole et le gaz et la hausse du coût de la vie causée par la flambée des primes d'assurance automobile ont contribué à augmenter le mécontentement des citoyens envers leur gouvernement.

En tête de liste, on retrouve la maladie de la vache folle et la crise du SRAS

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, a senti cette révolte de la population le mois dernier alors que son gouvernement conservateur est passé à un cheveu de ne pas être reporté au pouvoir.

À Terre-Neuve, une récente étude a révélé qu'une majorité de provinces ont des réserves face à la manière dont les dossiers d'intérêts nationaux sont menés.

Des analystes politiques répliquent toutefois que l'identification de problèmes est beaucoup plus facile que la recherche de solutions. Et comme les premiers ministres ne semblent pas tous ouverts à l'idée d'amender la Constitution, les discussions risquent de tourner en rond.

FONCTION PUBLIQUE

Trop de favoritisme, selon l'opposition à Ottawa

OTTAWA (PC) — Le favoritisme qui se pratique dans les nominations de fonctionnaires fédéraux aux plus hauts échelons semble contaminer les niveaux inférieurs de la fonction publique, affirment des opposants du gouvernement du premier ministre Jean Chrétien.

Une récente étude a permis de constater l'existence de népotisme dans le processus d'embauche d'étudiants à la recherche d'un emploi d'été. Une vérification spéciale de la Commission de la fonction publique a révélé que dans près de 20% des cas, des gestionnaires avaient manipulé les critères d'embauche pour s'assurer qu'un proche, un ami ou une personne choisie obtiennent les postes.

« Nous savons tous que cela se fait », a commenté le député de l'Alliance canadienne John Williams, qui préside le Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes.

La présidente du Conseil du Trésor, Lucienne Robillard, a qualifié les résultats de l'enquête d'inquiétants, et la Commission a rappelé à tous les hauts fonctionnaires fédéraux que l'embauche doit se faire uniquement en fonction des qualités et aptitudes des candidats.

Mais certains soutiennent que les fonctionnaires délinquants ne font que suivre l'exemple de leurs maîtres politiques — y compris du premier ministre.

Quand l'ex-ministre des Travaux publics, Alfonso Gagliano, a dû faire face à des allégations de favoritisme et de partialité dans l'octroi de contrats fédéraux, M. Chrétien a résolu le problème en l'écartant de son Conseil des ministres et en le nommant ambassadeur au Danemark.

C'est là donner le mauvais exemple, selon Gilles Paquet, spécialiste de l'administration publique à Ottawa.

D'autres ne vont pas jusque-là et estiment que la nomination d'un ambassadeur, d'un sénateur ou d'un président de société de la Couronne ne se compare en rien à l'embauche d'un ami, d'un fils ou d'une nièce par un gestionnaire.

PARTISANERIE

« Quand le premier ministre nomme des gens qui sont partisans à certains postes, il peut faire valoir que le fait d'être partisan est, dans bien des cas, un critère légitime d'embauche », commente Andrew Stark, professeur de gestion à l'Université de Toronto. Dans la fonction publique, par contre, les relations politiques et personnelles avec le patron ne sont pas supposées avoir une influence.

Kathy Trim, une porte-parole de la Commission, a précisé qu'il n'y avait aucune preuve d'intervention de politiciens élus — il s'agissait de manœuvres purement bureaucratiques, a-t-elle dit, en parlant des résultats de l'enquête. Néanmoins, les façons de faire mises en cause vont à l'encontre des directives gouvernementales qui interdisent de favoriser des amis ou des membres de la famille.

La Commission a pris des mesures pour surveiller davantage le programme d'embauche d'étudiants.

Selon Sharon Sutherland, une experte de l'administration publique à l'Université Queen's en Ontario, le favoritisme est tout aussi répandu dans le secteur privé — à la différence que les ministères embauchent des gens pour des postes financés par l'argent des contribuables.

La Gaspésie en mode attente

Le gouvernement Charest a annulé ou reporté pour près de 500 millions \$ d'investissements

GILLES GAGNÉ
Collaboration spéciale

■ CARLETON — Élu en promettant de faire mieux que le PQ pour sortir les régions de leur marasme économique et démographique, le gouvernement de Jean Charest sème présentement le doute dans le monde des affaires en Gaspésie. Plusieurs projets moteurs annoncés, ou sur le point de l'être, ont reculé, ou stagné et parfois, ils ont été carrément annulés ou reportés. Il y en a pour 480 millions \$ seulement en Gaspésie, incluant le projet de cimenterie de Port-Daniel, une initiative de 420 millions \$.

Le projet de liaison maritime entre Grande-Vallée, l'île d'Anticosti et Havre-Saint-Pierre, sur la Côte-Nord, a été retiré de la programmation de la Société des traversiers du Québec, parce que les crédits promis par le Parti québécois sont révisés par les libéraux.

L'expansion d'Aquamer, un projet de 12 millions \$ et de 89 emplois, est reporté d'un an à Carleton, parce que le budget de mars de Pauline Marois n'a pas été reconduit par Yves Séguin. Le budget de construction routière en Gaspésie et aux Îles a été amputé de 10 millions \$ en 2003.

Depuis le 14 avril, personne n'entend plus parler du projet de Compubeq, une initiative de 6 millions \$ visant la remise à niveau d'ordinateurs, et devant voir le jour à Sainte-Anne-des-Monts.

Guy Rousseau, président de Cimbec Canada, qui travaille depuis 1994 à l'aboutissement du projet de ci-

menterie de Port-Daniel, refuse toujours de commenter l'avancement de son projet, mais des gens d'affaires proches de lui et des politiciens locaux n'hésitent pas à dire que les démarches liées à la cimenterie, la grande priorité régionale identifiée par la ministre déléguée au Développement régional et au Tourisme, Nathalie Normandeau, ont reculé depuis deux mois. Comme si les portes ouvertes après des années d'effort sous les péquistes s'étaient refermées sous le régime Charest.

« Nous sommes pratiquement mobilisés depuis 12 ans pour la cimenterie », résume le maire de Chandler et ex-préfet de la MRC du Rocher-Percé, Claude Cyr, ex-candidat libéral dans Gaspé. La cimenterie créerait 100 emplois directs dans la région de Port-Daniel.

Le tourisme vit aussi de durs moments. « Nous attendons encore aujourd'hui une subvention accordée

pour notre salon d'arts et des métiers d'art de décembre. Les budgets sont gelés, en plein début de saison touristique. Nous utilisons notre marge de crédit à plein régime, ce que nous n'avions pas fait avant. Notre projet d'expansion de 1,2 million \$ aurait déjà été annoncé, n'eût été des élections », signale le directeur du Musée acadien du Québec à Bonaventure, Jean-Claude Cyr.

Des projets plus modestes, mais importants symboliquement, sont aussi suspendus. L'agriculteur Pierre Bourdages, de Saint-Siméon, exportait depuis 2000 ses brocolis à New York. Soutenu par une aide spéciale du MAPAQ, M. Bourdages, un pilier de la transformation alimentaire à petite échelle, annule sa culture de brocolis à cause de l'incertitude liée à son programme.

Bref, pour reprendre en question leur slogan de campagne, les libéraux étaient-ils prêts à prendre le pouvoir en régions? Si peu de porte-parole d'organismes veulent répondre à la question, ils estiment néanmoins que la Gaspésie ne pouvait se permettre le ralentissement causé actuellement par l'incertitude qui pèse sur les politiques régionales, qu'elles soient globales ou spécifiques à la péninsule.

« Je ne pense pas que la région puisse se permettre d'être ralentie. Tout changement politique provoque de l'insécurité. Ici, il ne s'agit pas seulement d'un changement de parti politique, mais un changement d'orientation, même s'il n'y a pas de politique régionale définie présentement. Le programme est très clair. Il vise à diminuer l'intervention de l'État. Pour une région comme la Gaspésie, c'est très inquiétant », précise Gilbert Scantland, directeur du Conseil régional de concertation et de développement de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

Le plan de relance annoncé par les péquistes avait commencé à porter fruit récemment. La Gaspésie compte 1800 emplois de plus qu'à pareille date l'an passé. Son taux de chômage a chuté de 2,8%, et le nombre de prestataires d'aide au revenu, de 18,6%. La population active a augmenté de 2,5% et les investissements publics et privés de 11,9%.

M. Scantland se sert d'ailleurs de la réalité frappant son organisme pour illustrer la position statique qui bloque bien des initiatives en Gaspésie. « Notre budget a été diminué de 10%, passant de 2,42 millions \$ à 2,19 millions \$, mais il n'est prolongé que pour un an. Nous avons l'habitude de contribuer pour deux ou trois ans à des projets. Maintenant, tout est devenu urgent, parce qu'au-delà d'un an, c'est l'incertitude. Nous n'avons plus de marge de manœuvre. »

La députée de Bonaventure et ministre Normandeau défend vigoureusement la fiche de son gouvernement. « L'état des finances publiques lors de notre arrivée nous a obligé à mettre en marche ce budget de transition (...) mais les programmes sont là, il y a encore des outils et ils seront améliorés en 2004 », dit-elle.

Elle rappelle que le budget du plan de relance de la Gaspésie a été augmenté de 1 million \$ à 6,5 millions \$. En ce qui concerne les projets spécifiques de la cimenterie, du lien maritime de Grande-Vallée, d'Aquamer et de l'exportation de brocolis, elle souligne qu'ils ne sont « pas morts ».

« Nous avons eu une rencontre avec Guy Rousseau et Michel Audet pour la cimenterie. C'est en marche. Le promoteur a quelques devoirs à faire (...). Pour le lien maritime, nous ferons le point avec les ministres Pierre Gobeil, Claude Béchard et Yvon Marcoux, de même qu'avec le maire Sylvain Bouchard. L'élément faible, c'est la rentabilité. Nous allons opter pour le meilleur scénario pour amorcer le projet. »

M^{me} Normandeau a parlé jeudi soir à Yolande Dubois (voir autre texte), après la demande d'entrevue acheminée à la ministre par le SOLEIL. « Les délais sont justifiables, dans le contexte actuel. Les ficelles de ce projet n'étaient pas toutes attachées quand les péquistes l'ont annoncé. »

Pour l'exportation de brocolis, elle affirme que les élections ont retardé la reconduction de la phase 2 du projet de Pierre Bourdages, qui en plus, est le seul à poursuivre ce type de culture. **NDLR: Henri Michaud a collaboré à la recherche pour ce texte.**



Les propriétaires d'Aquamer, Jules Corriveau et Yolande Dubois.

89 emplois menacés en thalasso thérapie

GILLES GAGNÉ
Collaboration spéciale

CARLETON — Fondatrice de l'entreprise gaspésienne Aquamer, qui offre des séjours de cures marines à ses clients, Yolande Dubois jubilait, le 6 mars, quand l'ex-premier ministre Bernard Landry, à quelques jours du déclenchement des élections du 14 avril, est venu à Carleton annoncer une expansion de 12 millions \$ et la création de 89 emplois en thalasso thérapie.

Quatre mois plus tard, M^{me} Dubois attend des nouvelles de sa députée et ministre déléguée au Développement régional et au Tourisme, Nathalie Normandeau, afin de savoir si l'entente du 6 mars tient toujours. Dans l'intervalle, la dirigeante d'Aquamer reporte son projet d'un an.

« Nous avons rencontré M^{me} Normandeau après l'annonce et elle nous disait qu'elle supportait le projet. Nous l'avons entendue à la radio dire la même chose. Mais depuis que M. Charest est là, nous n'avons eu aucune nouvelle de notre projet. Nous avons logé un appel il y a deux semaines à M^{me} Normandeau, et nous n'avons pas eu de retour. Nous sommes sur la glace. Dans le meilleur des mondes, ça (l'expansion) ne peut commencer cette année. On ne construit pas l'hiver », déplore M^{me} Dubois.

L'agrandissement d'Aquamer vise

l'accueil de groupes européens, un développement que les installations actuelles ne permettent pas, parce que la clientèle québécoise comble à elle seule les 60 places de l'établissement. L'affluence d'Européens pourrait par ailleurs constituer une base intéressante pour supporter un service aérien précaire en Gaspésie. L'agrandissement doit faire croître le chiffre d'affaires annuel d'Aquamer de 5,5 millions \$.

Aquamer misait sur une aide de 4,5 millions \$ pour son expansion, dont une tranche de 2,1 millions \$ venant de la Société générale de financement (SGF). Le premier ministre Charest a indiqué depuis son élection qu'il n'était pas chaud à l'idée de voir la SGF intervenir en tourisme.

Ignorant maintenant le sort qui attend le projet qu'elle concocte depuis des années, avec son conjoint Jules Corriveau, Yolande Dubois est très, très déçue.

« Ça fait trois ans que nous fonctionnons à l'adrénaline pour monter ce projet. Il n'y a rien de pire que de rester dans l'ignorance. Les travaux de construction seraient amorcés si les engagements avaient été tenus. Le projet était mûr, à terme », soupire la femme d'affaires.

« La Gaspésie ne peut se permettre de mettre des projets sur la glace. Il y avait une volonté politique, sous M. Landry, d'aider la Gaspésie. Là, on n'a plus de nouvelles de nos projets », conclut M^{me} Dubois.



7 juillet 2003
Retrouvez le monde!
 infofestival.com

Place Metro

METRO

www.metro.ca

12 h et 14 h 30 **Présences autochtones**
 Artistes : Don Ross, Gérald Laroche, Alacie Tullaugaq, Lucy Amarualik et les Kanenhiio Singers

Conseil des Arts du Canada Canada Council for the Arts

17 h **White Cockatoo**
 Australie
 Musiques aborigènes

19 h **Riccardo Tesi**
 Italie
 Accordéoniste diatonique



21 h 30 **Spaccanapoli**
 Italie
 Musiques du monde

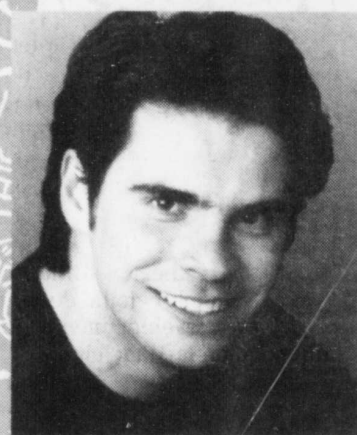
Scène Bell



Spectacles diffusés sur écrans géants



20 h **Freddy Birset**
 Belgique
 Chanson pop



21 h 30 **Steve Diamond et Cie**
 Québec
 Chanson variétés

Scène Molson Dry



20 h **Les coucoulisses du Gala**
 Entrevues avec les gagnants



21 h **Gala Ça m'chante**
 Québec
 Gala présentant en chanson les dix textes des lauréats de la 7^e édition du concours « Ça m'chante » avec Marc Déry, Ariane Moffatt et Les Painchaud. Animé par Gregory Charles.



les **Arts de la rue**

JEAN COUTU

Entre 18 h 30 et 21 h 30

La Compañia Grupo Teatral
 Mexique et Québec
 Théâtre de rue, échassiers

CONACULTA



Green Fools Physical Theater Society

Alberta • Théâtre de rue, échassiers

P.-A. Côté

Québec • Théâtre de rue

Sax-O-Matic

Québec • Musique de rue

Canada

Scène du Parc forain Canada

17 h 30 et 19 h **Baladeu'x**
 Communauté française de Belgique
 Nouveau cirque



18 h et 19 h 30 **La Famille Magnifique**
 France
 Théâtre de rue

PLACE de LA famille MCDONALD'S

La Place de la famille vous accueille tous les jours de midi à 20 h.

Le Showsette Diane Garneau

Atelier de marionnettes
 Entre 13 h et 17 h

École de cirque de Québec

Cirque interactif
 Entre 13 h et 17 h

Drôle de cirque

Musée de la civilisation
 Atelier de jeu de rôle
 Entre 13 h et 17 h

Spectacle de Ronald McDonald

À 12 h 30 et 17 h

Atelier interactif de cirque, animation, trampoline, bungee.

La troupe McQuillage maquille les frimousses au passage.

Procurez-vous le macaron du Festival

12\$



Cet été, l'autobus j'y pense... avec raison!



RESEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE

Rendez-vous aux tentes **ARCHAMBAULT** sur nos sites.

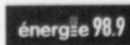
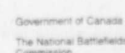
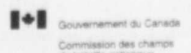
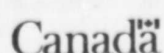
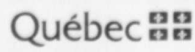
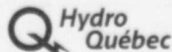
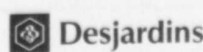


Venez faire de la musique du vrai monde.

Composez votre création musicale avec Jam Virtuel au Carrefour Bell. Bon festival!



Et bien simple.



Info Festival Bell
 418 529-5200 1888 992-5200
 www.infofestival.com

IMPÔT Des employés ont truqué une étude sur la fraude

OTTAWA (PC) — Des vérificateurs de l'impôt ont tenté de manipuler une étude sur les fraudes fiscales afin de convaincre le gouvernement fédéral d'engager plus d'employés, affirme un cadre de l'Agence des douanes et du revenu du Canada.

Invités à fournir des fichiers types pour l'étude, des vérificateurs de 10 bureaux à travers le pays ont délibérément soumis des cas choisis de manière à refléter un niveau élevé de fraudes.

Selon David Miller, sous-commissaire de l'Agence, la méthode de sélection des dossiers était biaisée. « Les bureaux y voyaient une excellente occasion d'obtenir des ressources additionnelles (...). Ils ont soigneusement sélectionné les dossiers de vérification. »

Résultat: les 1470 dossiers qui ont été analysés indiquaient des niveaux élevés de fraudes délibérées ou de fautes involontaires.

L'étude concluait que 43% des 1,3 million d'employeurs canadiens ne se conformaient pas aux règles du fisc, et que cela privait Ottawa d'environ 4,3 milliards \$ de revenus, chaque année. Les analyses montraient que des travailleurs étaient payés au noir, que les retenues à la source pour le Régime de pensions du Canada n'étaient pas versées, et que des entreprises minimisaient le nombre de leurs employés.

« Il existe un risque significatif au plan du revenu chez les employeurs », concluait une version préliminaire, obtenue grâce à la Loi d'accès à l'information.

Comme les vérificateurs l'espéraient, les auteurs de l'étude concluèrent que l'embauche de vérificateurs permettrait de récupérer des revenus fiscaux qui étaient perdus.

Selon M. Miller, les conclusions de l'étude ont suscité des doutes dès qu'elles ont été soumises à un comité interne. Les questions se sont multipliées, à un point tel que l'Agence a fait appel à un expert de Statistique Canada pour démentir l'imbrroglio. Il semble maintenant qu'il n'y aura pas de version finale de l'analyse.

Ironiquement, les vérificateurs de l'impôt qui avaient tenté de se servir de l'étude pour hausser le nombre de postes de vérificateurs ont finalement eu gain de cause, mais pas à cause de cette recherche. Depuis 1999, l'année où l'étude a débuté, le nombre des vérificateurs chargés de scruter les pratiques fiscales des employeurs a doublé, atteignant 120.



La marine canadienne avait interdit le port de la barbe sous prétexte que ce n'était pas sécuritaire pour les soldats, étant donné que les poils du visage ne permettent pas aux masques à gaz de protéger de façon adéquate contre les attaques potentielles de l'ennemi.

Retour du port de la barbe dans la marine

HALIFAX (PC) — Les soldats de la marine canadienne pourront de nouveau porter la barbe lors de missions de lutte contre le terrorisme.

La marine canadienne avait interdit le port de la barbe il y a deux ans avant le début de l'opération Apollo dans le golfe Persique. L'état-major de la marine estimait alors que le port de la barbe n'était pas sécuritaire pour les soldats, étant donné que les poils du visage ne permettent pas aux masques à gaz de protéger de façon adéquate contre les attaques potentielles de l'ennemi.

La décision a toutefois été révisée la semaine dernière en raison de la menace moins importante que représentent maintenant les attaques nucléaires, chimiques et biologiques, selon le lieutenant-commodore Denise LaViolette.

« Cette politique sera révisée de façon régulière et s'il faut la changer, nous le ferons », indique M^{me} LaViolette, en refusant de dire si la décision des autorités militaires était liée à la chute du régime de Saddam Hussein en Irak.

« Nous ne pouvons pas préciser de quelle façon nous évaluons les menaces potentielles pour nos soldats », affirme Denise LaViolette. La coalition menée par les Américains a attaqué l'Irak en mars dernier pour entre autres y détruire des armes de destruction massive, mais aucune trace de ces armes n'a encore été trouvée.

Les marins canadiens doivent néanmoins être fraîchement rasés lors des tests d'équipement qui se font avant le départ des navires pour les missions à l'étranger.

La décision d'interdire le port de la barbe avait semé la controverse en octobre 2001. Plusieurs soldats s'étaient plaints, mais seulement un marin sur 10 portait la barbe à l'époque, selon M^{me} LaViolette.

« Certains soldats portent la barbe depuis 25 ans et leurs épouses ne les avaient jamais vus sans barbe, mais ils avaient compris que la décision avait été prise pour leur sécurité. »

ARMÉE Report de la privatisation pour la formation des «top gun»

OTTAWA (PC) — Le ministère de la Défense a échoué dans sa tentative de confier à l'entreprise privée certains services spécialisés pour la formation de ses pilotes de chasse, affirme le quotidien *Ottawa Citizen*.

L'armée espérait que l'entreprise privée fournisse à ses pilotes un entraînement en matière de combat électronique ainsi que des cibles pour l'entraînement de ses équipages maritimes responsables de la défense antiaérienne. Anticipant que le programme de privatisation serait en place en 2001,

l'armée s'était donc débarrassée de ses appareils Challenger et Silver Star, qui servaient alors à l'entraînement des pilotes.

L'affaire a toutefois connu plusieurs retards, puis le ministère de la Défense nationale a rejeté toutes les offres du secteur privé, ce qui veut dire qu'aucune entreprise privée ne sera à même de remplir le contrat avant 2005 ou 2006 au plus tôt.

« Nous avons reçu trois offres et aucune n'était satisfaisante », a expliqué Charles Kaszap, responsable du programme de formation des services aériens.

Les Forces armées canadiennes n'ont toutefois pas abandonné le projet et vont lancer un nouvel appel d'offres. Si tout va bien, le contrat, d'une valeur de 50 millions \$ par année sur 10 ans, pourrait finalement être accordé à l'été ou l'automne de 2004.

**Le contrat
de 50 M \$
sera
accordé
d'ici un an**



SUBARU



**FORESTER
2.5X**

TRACTION INTÉGRALE À PRISE CONSTANTE

Climatiseur • Freins ABS

Moteur 2,5 litres - 165 ch

Transmission manuelle à 5 rapports • Et plus encore...

299\$*
MOIS



**LEGACY
ÉDITION SPÉCIALE FAMILIALE**

TRACTION INTÉGRALE À PRISE CONSTANTE

Climatiseur • Régulateur de vitesse • Phares antibrouillards de type projecteurs

Freins ABS • Volant et levier de vitesses gainés de cuir • Roues 16 po en alliage

d'aluminium • Moteur 2,5 litres - 165 ch • Transmission manuelle à 5 rapports

Et plus encore...

299\$*
MOIS

Acadia Subaru

boul. de la Capitale

Sortie Pierre-Bertrand

Québec

(418) 681-6000

Option Subaru

2505, Henri-Bourassa

Québec

(418) 648-9518

Vachon Subaru

1093, boul. Vachon N

Sainte-Marie de Beauce

(418) 387-7510

Lévis Subaru

4980, boul. de la Rive-Sud

Lévis

(418) 833-1960

www.subaru.ca

L'ATTRACTION de l'été

QUANTITÉS LIMITÉES

POSSIBILITÉ DE FINANCEMENT
À L'ACHAT

À PARTIR DE
1,8%

NOUVEAU!

Informez-vous du

PLAN DE PROTECTION

SUBARU

IMPREZA FORESTER LEGACY. Les Subaru obtiennent la cote la plus élevée de l'IIHS (l'Institut des assureurs américains)



OUTBACK

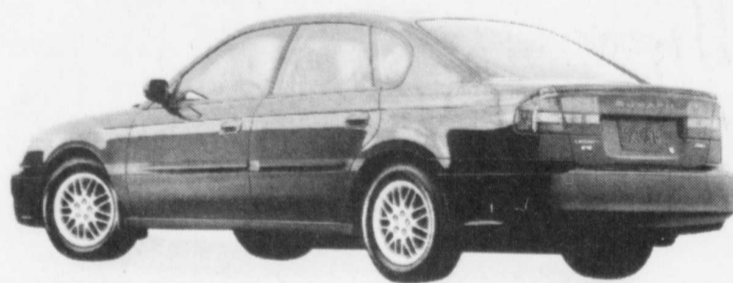
TRACTION INTÉGRALE À PRISE CONSTANTE

Climatiseur • Freins ABS

Moteur 2,5 litres - 165 ch

Transmission manuelle à 5 rapports • Et plus encore...

329\$*
MOIS



**LEGACY
ÉDITION SPÉCIALE BERLINE**

TRACTION INTÉGRALE À PRISE CONSTANTE

Climatiseur • Régulateur de vitesse • Phares antibrouillards de type

projecteurs • Freins ABS • Volant et levier de vitesses gainés de cuir • Roues

16 po en alliage d'aluminium • Moteur 2,5 litres - 165 ch • Et plus encore...

AUTOMATIQUE

**OFFRE SPÉCIALE
POUR UN
TEMPS LIMITÉ!**

26995\$**

TRANSPORT ET PRÉPARATION EN SUS



SUBARU

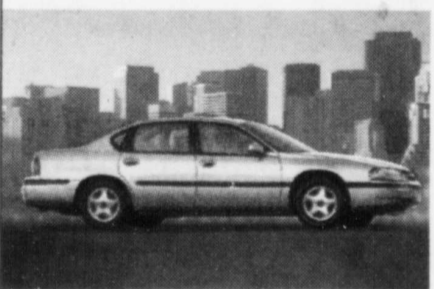
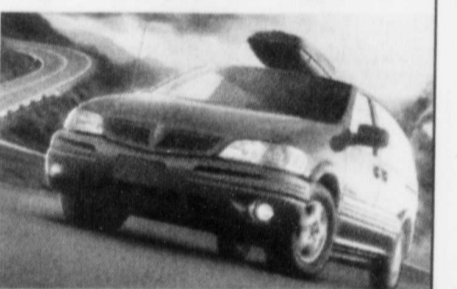
GUIDÉE PAR UNE FORCE INTÉRIEURE™

* Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. Comptant 3 895 \$ ou échange équivalent. 20 000 km par année. 8 C du km excédentaire. Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurances, taxes sur les pneus neufs et autres taxes en sus. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM) en sus. Le montant total exigé avant le début de la période de location pour le modèle Forester 2.5 X 2003 5 vitesses 311QW est de 3895 \$ taxes incluses; pour le modèle Outback 2003 5 vitesses 3D1RA est de 3895 \$ taxes incluses; pour le modèle Legacy WG SE 2003 3B186 est de 3895 \$ taxes incluses. Offre valide jusqu'au 31 juillet 2003. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation de crédit par "Compagnie de Service de Financement Automobile Primus Canada". Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire Subaru. ** Transport et préparation 1295 \$ et taxes en sus. Offre valide jusqu'au 31 juillet 2003.

BIEN PLUS.



GRANDE LIQUIDATION GM



0%

DE FINANCEMENT À L'ACHAT PENDANT 60 MOIS*

AVEC EN PLUS

1000\$ de réduction

À L'ACHAT, AVEC FINANCEMENT OU À LA LOCATION SUR PRESQUE TOUS LES MODÈLES 2003



Les Associations des concessionnaires Chevrolet et Pontiac Buick GMC du Québec suggèrent aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant à la plupart des modèles neufs 2003 en stock à l'achat ou à la location. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. *Taux de financement à l'achat de 0% disponible sur la plupart des modèles pour des termes allant jusqu'à 60 mois. Exemple de financement: 10 000 \$ à 0% : 60 versements de 166,67 \$, coût en intérêts 0\$, coût total de financement 10 000 \$. L'offre de financement à l'achat et la réduction de 1000 \$ taxable ne s'appliquent pas aux Saturn, Saab, Isuzu, Vibe 2004, Grand Prix 2004, Corvette, Cadillac, Hummer, fourgonnettes passagers et marchandises/coupées, Sierra/Silverado 2500/3500 cabines classiques et allongées (sauf C6P), Sierra/Silverado 2500/3500 à cabine multiplace et châssis-cabine, Sierra/Silverado 3500 HD châssis-cabine (style reporté) et aux camions série D et poids moyens. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de la Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

LE MONDE

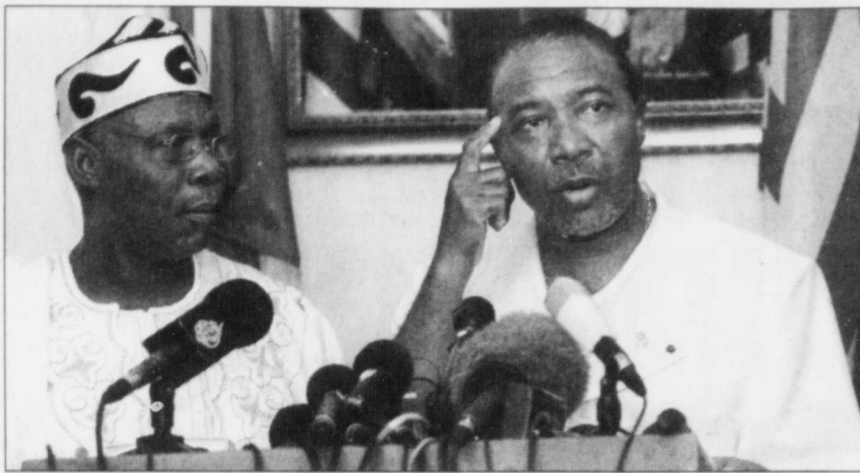
Taylor accepte l'exil du Liberia mais ne dit pas quand

■ MONROVIA, Liberia (AP et AFP) — Le président du Liberia, Charles Taylor, a annoncé hier qu'il acceptait de s'exiler au Nigeria, pays qui lui a fait une offre d'asile, mais il n'a pas fixé de date pour son départ du pouvoir.

Alors que les rebelles sont aux portes de la capitale Monrovia, le chef de l'État libérien a souhaité que la transition se fasse dans l'ordre et il a appelé les États-Unis à envoyer une force de maintien de la paix.

Le président Taylor a fait cette annonce après avoir rencontré à l'aéroport de Monrovia le président du Nigeria, Olusegun Obasanjo, venu en personne lui proposer l'asile dans son pays. « Je remercie mon grand frère d'être venu », a déclaré M. Taylor. « Il m'a présenté une invitation et nous avons accepté l'invitation. »

Toutefois, a ajouté le chef de l'État, « il n'est pas déraisonnable de réclamer qu'il y ait une sortie ordonnée du pouvoir ». Il a estimé à ce propos qu'une participation américaine à la force internationale de maintien de la



Le président du Nigeria, à gauche, est venu au Liberia pour inviter Charles Taylor.

paix envisagée pour le Liberia était « cruciale à tous égards ».

PAS À COURT TERME

« Nous la soutenons. Nous l'acceptons », a-t-il ajouté à propos de cette éventuelle participation américaine à une force de maintien de la paix.

Ni Taylor ni Obasanjo n'ont précisé la date du départ du président libérien. Toutefois, le président nigérian a

déclaré: « Nous pensons que cela n'aura pas lieu dans un avenir proche. »

Les deux dirigeants ont mis en garde contre les risques de nouveaux combats au Liberia en cas de départ trop précipité du pouvoir de Charles Taylor.

« Nous pensons que la sortie ne doit pas se passer dans la confusion, d'une façon qui conduira à de nouveaux bains de sang », a estimé M. Obasanjo.

Nous pensons que la transition doit se passer de façon ordonnée et pacifique. » Selon le président nigérian, le déploiement de la force internationale de maintien de la paix doit intervenir « dans un délai très, très court ».

Hier soir, le président Taylor n'a pas conditionné son départ au déploiement d'une telle force au Liberia, mais il a toutefois jugé « nécessaire d'empêcher les perturbations ».

Les rebelles libériens se sont félicités de ce départ annoncé, tout en doutant de la réelle volonté du président Taylor de quitter le pouvoir et le Liberia.

« J'espère, cette fois, que M. Taylor tiendra parole », a déclaré le chef rebelle, Kabinèh Ja'neh, depuis Accra, la capitale du Ghana. « Bien trop souvent, il n'a pas honoré ce qu'il disait. Nous ne lui faisons pas confiance. Pas du tout. »

BUSH PEU ENTHOUSIASTE

À Washington, le président George W. Bush a réagi avec peu d'enthousiasme à ce départ annoncé sans date ferme. « Ce que le président a dit, c'est que M. Taylor doit partir, et partir vite. Il faut qu'il parte pour permettre le

retour de la paix », a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche, Jimmy Orr.

Ces derniers jours, il avait estimé que Charles Taylor devait quitter le pouvoir pour que la paix revienne dans le pays. Samedi, il avait même prévenu le président libérien qu'il « ne considérerait pas le non comme une réponse » acceptable.

Le président Bush entamera demain une tournée dans cinq pays d'Afrique, où il va promouvoir les projets américains pour combattre le sida et accélérer le développement, tout en cherchant une coopération plus approfondie dans la lutte contre le terrorisme.

M. Bush sera du 8 au 12 juillet successivement au Sénégal, en Afrique du Sud, au Botswana, en Ouganda et au Nigeria.

Mais dans une région où certains ont critiqué l'intervention en Irak, M. Bush devra aussi répondre aux critiques de ceux qui estiment qu'au-delà des caméras de télévision, sa tournée a pour but essentiellement de rechercher de nouvelles sources d'énergie et des bases pour les troupes américaines.

Victoire du NON en Corse

■ AJACCIO, France (AFP et AP) — Le NON l'a emporté d'une courte tête hier à l'issue d'un référendum sur le nouveau statut de l'île française de Corse, un résultat qui constitue un revers pour le gouvernement, 48 heures après l'arrestation d'Yvan Colonna, militant nationaliste corse et assassin présumé d'un préfet.

Les 191 000 électeurs de Corse ont rejeté avec 50,98 % des voix (49,02 % pour le OUI) un nouveau statut administratif pour leur île, défendu par Paris, prévoyant notamment le regroupement de leurs deux assemblées territoriales en une seule entité.

« Les Corses garderont donc leurs deux conseils généraux, ce sera le *statu quo*, cela montre que le chemin de la réforme est difficile dans ce pays », a dit le ministre français de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, hier soir.

Cette courte victoire du NON est un revers pour le gouvernement français, dont le chef, Jean-Pierre Raffarin, a fait de la régionalisation l'un de ses chevaux de bataille. Il a indiqué que le choix des Corses serait respecté.

C'est la première fois que les Corses étaient appelés à se prononcer sur l'avenir de leur île, en proie depuis des décennies à la violence nationaliste.

Le président Jacques Chirac a « regretté » l'échec de ce référendum, et invité les Corses à se mobiliser pour « relever le défi » du développement économique, social et culturel. Jacques Chirac, qui a toujours réalisé ses meilleurs scores en Corse lors des élections présidentielles auxquelles il s'est présenté, s'était clairement engagé en faveur du OUI.

Le scrutin a eu lieu 48 heures après l'arrestation d'Yvan Colonna, militant nationaliste et assassin présumé du préfet de Corse, Claude Erignac, abattu de trois balles dans la tête à Ajaccio, principale ville corse, en 1998.

L'interpellation d'Yvan Colonna, 43 ans, après quatre ans de cavale, a suscité un début de polémique, une partie de la classe politique, notamment corse, estimant qu'elle avait « brouillé les cartes » du scrutin.

Interpellé près de la bergerie où il avait trouvé refuge dans le sud de l'île méditerranéenne, le militant nationaliste corse, transféré à Paris quelques heures plus tard dans les locaux de la prison de la Santé, a été inculpé samedi soir pour « assassinat en relation avec une entreprise terroriste ».

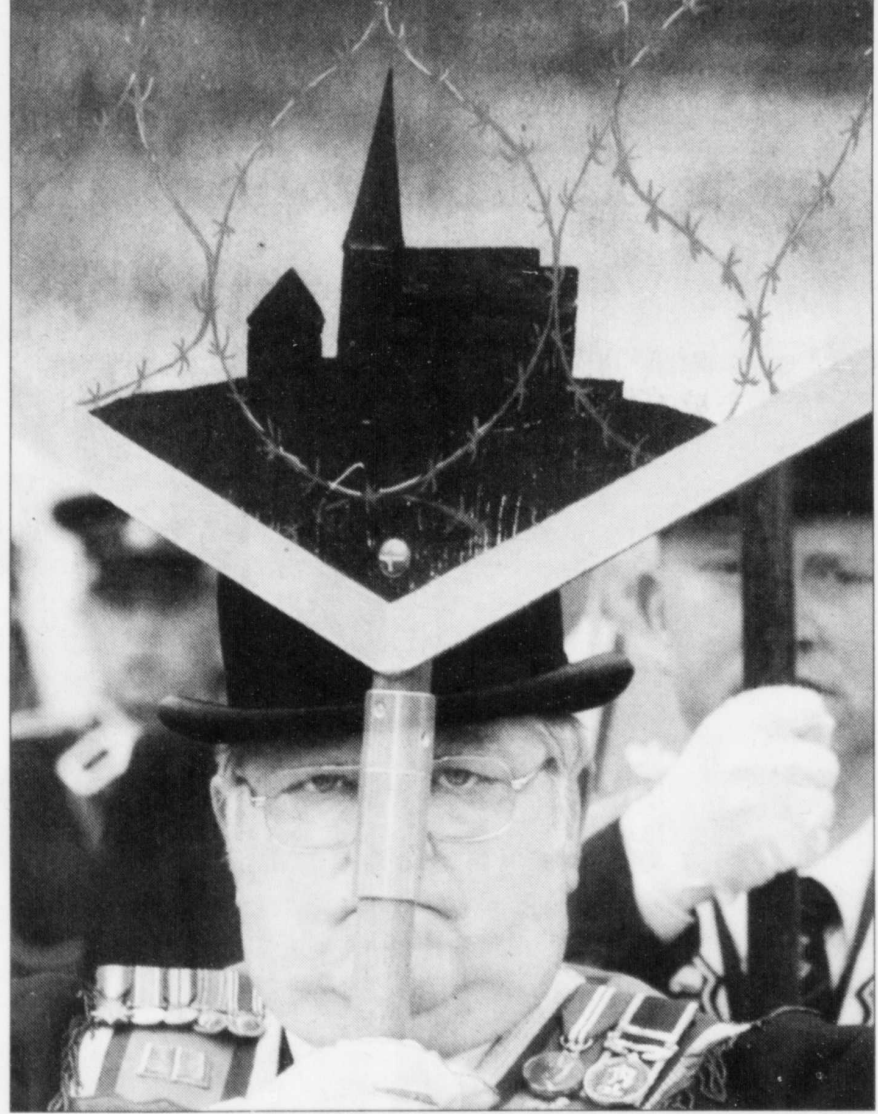
La capture de ce militant nationaliste de la première heure a constitué une victoire personnelle de plus pour Nicolas Sarkozy, déjà l'un des ministres les plus populaires du gouvernement français.

Le référendum est un échec personnel pour lui, qui n'avait pas ménagé ses efforts pour défendre « son » statut, avec pas moins de huit visites sur l'île en 14 mois. Il proposait la suppression des deux départements actuels de Haute-Corse et de Corse-du-Sud, au profit d'une « Collectivité unique » basée à Ajaccio.

Cette réforme était soutenue par la droite au pouvoir, une partie de la gauche et des milieux nationalistes corses. Elle aurait renforcé, selon ses partisans, une certaine autonomie de l'île méditerranéenne, déjà dotée de davantage de compétences qu'aucune autre région métropolitaine.

Orangistes calmes en Ulster

DRUMCREEE



Quelques milliers de protestants de l'Ordre d'Orange ont manifesté sans violence hier devant un barrage militaire imposant, résolu à défilé à travers le quartier catholique de Portadown, au centre de l'Ulster, malgré l'interdiction des autorités. Mais l'atmosphère bon enfant qui régnait sur la colline de Drumcree, à la sortie de la ville à majorité protestante, était sans commune mesure avec la tension des années précédentes. Après huit étés consécutifs d'émeutes liées à cette marche, à peine 3000 protestants ultras étaient venus soutenir la cause de la loge de Portadown. Pour la première fois, la confrérie protestante avait pris des mesures destinées à éviter les confrontations directes avec les forces de l'ordre, qui avaient fait une cinquantaine de blessés en 2002.

Israël libérera des prisonniers palestiniens si...

JÉRUSALEM (AP et AFP) — Le gouvernement israélien a voté hier en faveur de la libération de quelque 350 prisonniers palestiniens, une décision qui pourrait faire avancer la Feuille de route pour la paix au Moyen-Orient.

Mais le premier ministre israélien Ariel Sharon a posé une condition à ces libérations: que soient mises en œuvre des mesures de répression palestiniennes contre les groupes militants.

« Ces libérations se feront par petit nombre et seront conditionnées au respect par les Palestiniens de leurs engagements sur le plan de la sécurité », a-t-il déclaré à l'issue de ce Conseil des ministres.

« S'il n'y a aucune détermination de l'Autorité palestinienne à lutter contre le terrorisme et mettre un terme au terrorisme, les libérations seront interrompues. »

La survie de Saddam complique le travail de la coalition anglophone

■ BAGDAD (AFP et AP) — Un soldat américain, grièvement blessé hier par des tirs à Bagdad est décédé, alors que l'administrateur américain Paul Bremer semble avoir accepté la création d'un « conseil de gouvernement transitoire » doté de véritables pouvoirs exécutifs, tout en conservant un droit de veto.

Le soldat rattaché à la première division blindée est mort dans un hôpital où il avait été admis après avoir été atteint par balles alors qu'il était de faction à l'intérieur du campus de l'Université de Bagdad. La vague de violences, qui se poursuit, a été marquée samedi par la mort d'un journaliste britannique, cameraman indépendant, tué par des tirs d'origine inconnue. Richard Wild a été atteint par une balle au cou alors qu'il se trouvait devant l'Université de Bagdad, où étaient rassemblées de nombreux étudiants, ont affirmé des témoins, hier.

Sept policiers irakiens ont également été tués samedi dans un attentat à l'explosif à Ramadi, à 100 km à l'ouest de la capitale.

Cet attentat témoigne de la tension qui règne en Irak, près de trois mois après la chute du régime de Saddam Hussein, qui a fait une réapparition surprenante sur une bande sonore qui lui est attribuée et diffusée vendredi par la chaîne de télévision qatarite Al-Jazira.

Dans cet enregistrement, diffusé au lendemain de la mise à prix de sa tête pour 25 millions de dollars, Saddam Hussein affirme qu'il se trouve en Irak, où il mène la guérilla.

Par ailleurs, les 11 militaires turcs arrêtés par les troupes américaines dans le nord de l'Irak pourront être remis aux autorités turques à Souleimaniyeh, a annoncé hier le bureau du premier ministre turc, cité par l'agence Anatolie.

Entre-temps, la chaîne de télévision britannique BBC a une nouvelle fois défendu hier ses affirmations selon lesquelles le gouvernement de Tony Blair aurait manipulé des renseignements pour renforcer son dossier à charge contre l'Irak.

Dans un communiqué diffusé à l'issue d'une réunion sur la question, la direction de la BBC a estimé que ces informations allaient « dans l'intérêt du public ». La Commission des Affaires étrangères de la Chambre des communes rend son verdict aujourd'hui sur la façon dont le cabinet Blair a présenté la menace irakienne.

EN BREF

MEXIQUE

Fox perdant ?

■ MEXICO — Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, opposition de centre-gauche) semblait sortir vainqueur des élections législatives d'hier au Mexique, alors que le Parti d'action nationale (PAN) du président Vicente Fox perdait du terrain. Selon un sondage réalisé à la sortie des urnes, le PRI obtenait 203 des 500 sièges de la chambre basse du Congrès, alors que le PAN enregistrait un recul de 15 % et devait se contenter de 168 sièges. Le plus grand bénéficiaire du scrutin semblait être le Parti de la révolution démocratique (PRD), avec 99 députés élus, soit 56 de plus que lors des dernières élections. Les Mexicains votaient pour renouveler la totalité des 500 sièges du Congrès, choisir les gouverneurs de six des 31 États du pays et élire plusieurs maires. Les promesses de changement de Fox n'ayant pas été suivies d'effet, les électeurs semblaient prêts à donner une nouvelle chance au PRI, au pouvoir de 1929 à 2000. (AP)

RUSSIE

Gare à l'intolérance

■ MOSCOU — Le président de la Russie, Vladimir Poutine, a mis en garde hier ses compatriotes contre l'intolérance nationale, dans un message de condoléances adressé aux familles des victimes du double attentat suicide attribué aux indépendantistes tchéchènes qui a fait 18 morts à Moscou. À la suite de l'attentat, le président russe a reporté la tournée asiatique qu'il devait commencer hier en Ouzbékistan. L'attentat, perpétré par deux femmes kamikazes lors d'un festival de rock sur l'aérodrome de Toudchino au nord-ouest de Moscou, n'avait pas été revendiqué hier. (AFP)

NIGERIA

Une longue grève

■ ABUJA — Le Nigeria a entamé hier sa deuxième semaine de grève générale nationale, après le rejet par les principaux syndicats d'une proposition gouvernementale, jugée insuffisante, de réduire la hausse des prix des carburants. Les marchés internationaux du pétrole vont observer attentivement la situation pour guetter tout impact sur les exportations nigérianes de brut, bien que la grève, qui a entraîné la fermeture de petits commerces, des banques et de bureaux de l'administration dans tout le pays, semble avoir épargné le secteur pétrolier, stratégique au Nigeria. (AFP)

ÉTATS-UNIS

Lancement reporté

■ WASHINGTON — Le lancement de la seconde des sondes jumelles de la NASA pour l'exploration géologique de Mars a été de nouveau repoussé à ce soir « au plus tôt » en raison de problèmes techniques. Le lancement de cette sonde, appelée *Opportunity*, dans le cadre de la mission américaine Mars Exploration Rover, avait été remis à hier soir de la base de Cap Canaveral. Mais des problèmes de batteries dans le véhicule lanceur, une fusée Delta II de Boeing, ont conduit à ce report, selon la NASA. (AFP)

HYUNDAI

LES OFFRES ÉBLOUISSANTES DE L'ÉTÉ



ACCENT GS 2003 REDESSINÉE

LOUEZ À PARTIR DE
0\$ **149\$***

DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

PAR MOIS/60 MOIS
COMPTANT DE 595 \$
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

La sous-compacte la plus vendue au Québec deux années consécutives.*

OU **0% FINANCEMENT À L'ACHAT****
JUSQU'À 36 MOIS

• Moteur multisoupapes de 1,5 litre • Tachymètre • Transmission manuelle à 5 rapports • Dossiers arrière rabattables 60/40 • Glaces teintées avec bande pare-soleil au pare-brise • Deux rétroviseurs extérieurs à commandes manuelles • Porte-verre double • Et beaucoup plus.

RENSEIGNEZ-VOUS SUR LES MENSUALITÉS DE LOCATION IMBATTABLES SUR L'ACCENT GL 4 PORTES ET LA SPORTIVE GSI 3 PORTES.



PDSF DE 12 395 \$**



PDSF DE 15 295 \$**

ELANTRA GL 2003 BERLINE

LOUEZ À PARTIR DE
0\$ **165\$***

DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

PAR MOIS/60 MOIS
COMPTANT DE 2099 \$
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

OU **0% FINANCEMENT À L'ACHAT****
JUSQU'À 60 MOIS

• Moteur 2,0 litres à DACT • Deux coussins gonflables • Dossiers arrière rabattables 60/40 • Radio AM/FM/CD • Télécommande d'ouverture du coffre et du volet de réservoir • Porte-verre double • Volant inclinable • Et beaucoup plus

TIBURON 2003



PDSF DE 19 995 \$**

LOUEZ À PARTIR DE
0\$ **199\$***

DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

PAR MOIS/60 MOIS
COMPTANT DE 2495 \$
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

OU **0% FINANCEMENT À L'ACHAT****
JUSQU'À 48 MOIS

• Moteur 2,0 litres à DACT • Transmission manuelle à 5 rapports • Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques • Phares antibrouillards • Roues en alliage d'aluminium de 16 po • Pneus radiaux Michelin® de performance P205/55R-16 • Et beaucoup plus

SANTA FE 2003



PDSF DE 21 050 \$**

LOUEZ À PARTIR DE
0\$ **199\$***

DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

PAR MOIS/48 MOIS
COMPTANT DE 3295 \$

OU **0% FINANCEMENT À L'ACHAT****
JUSQU'À 36 MOIS

• Moteur 4 cylindres de 2,4 litres à DACT et 16 soupapes • Transmission manuelle à 5 rapports • Traction avant • Freins à disque aux 4 roues • Roues en alliage d'aluminium de 16 po avec pneus BFGoodrich® • Radio AM/FM/CD • Glaces et verrouillage électriques • Et beaucoup plus

SONATA GL 2003



PDSF DE 21 595 \$**

LOUEZ À PARTIR DE
0\$ **235\$***

DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

PAR MOIS/60 MOIS
COMPTANT DE 1995 \$

OU **0% FINANCEMENT À L'ACHAT****
JUSQU'À 48 MOIS

• Moteur 2,4 litres à DACT • Groupe électrique • Climatiseur • Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Régulateur de vitesse • Rétroviseurs extérieurs dégivrants • Transmission automatique séquentielle SHIFTRONIC™ • Et beaucoup plus

AUCUN PAIEMENT POUR UN AN

Sur tous modèles avec financement à l'achat.†

www.hyundaicanada.com

DES VOITURES GARANTIES POUR LONGTEMPS :

Garantie de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur • Assistance routière 24 heures de 3 ans/kilométrage illimité, comprenant livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaison, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel sans frais suffit.



PROGRAMME DE REMISE AUX DIPLOMÉS

HYUNDAI
Gagnant

*Programme de location des Services financiers Hyundai pour les véhicules neufs 2003 suivants : Accent GS 3 portes/Elantra GL/Tiburon/Sonata GL/Santa Fe GL 4 cylindres à traction avant; PDSF à partir de 12 395 \$/15 295 \$/19 995 \$/21 595 \$/21 050 \$. Taux d'intérêt annuel de 0,17%/0,01%/0,97%/1,94%/1,03%, mensualités de 149 \$/165 \$/199 \$/235 \$/199 \$ pour 60/60/60/60/48 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location de 9535 \$/11 999 \$/14 435 \$/16 095 \$/12 847 \$. Option d'achat de 3544 \$/3914 \$/6777 \$/6780 \$/8748 \$. Comptant de 595 \$/2099 \$/2495 \$/1995 \$/3295 \$, première mensualité exigée. Dépôt de sécurité de 0 \$ pour tous les modèles. Frais de transport et de préparation inclus pour les Accent, Elantra et Tiburon, en sus pour les Sonata et Santa Fe. Toutes taxes applicables, frais d'immatriculation et frais d'acquisition de location de 350 \$ en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre additionnel. **PDSF des véhicules 2003 suivants : Accent GS 3 portes/Elantra GL/Tiburon/Sonata GL/Santa Fe GL 4 cylindres à traction avant à partir de 12 395 \$/15 295 \$/19 995 \$/21 595 \$/21 050 \$. Frais de transport, d'immatriculation, de préparation et toutes taxes applicables en sus des PDSF. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. †Report de paiement d'un an (365 jours) disponible pour tous les véhicules 2003 neufs et non utilisés sur financement à l'achat. Aucuns frais d'intérêt pour les 335 premiers jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par son propriétaire. Après 335 jours, les intérêts commencent à s'accumuler et l'acheteur doit payer ensuite mensuellement le capital et les intérêts pour la période stipulée au contrat à un taux annuel de financement de 7,89 %. Le premier paiement est exigible à partir du 366^e jour après la prise de possession du véhicule. La durée maximale du contrat est de 48 mois, excluant la période de report de 12 mois. Un comptant ou un véhicule offert en échange pourrait être requis. ††Taux annuel de financement à l'achat de 0 % pour tous les modèles Accent 2003 et tous les modèles Santa Fe jusqu'à 36 mois; jusqu'à 48 mois pour tous les modèles Sonata 2003 et certains modèles Tiburon 2003 sélectionnés; jusqu'à 60 mois pour tous les modèles Elantra 2003. Les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont en sus. Exemple de financement : 10 000 \$ à un taux annuel de 0 %/0 %/0 % équivaut à des mensualités de 277,80 \$/208,33 \$/166,67 \$ pour 36/48/60 mois. Coût de prêt de 0 \$/0 \$/0 \$ pour une obligation totale de 10 000 \$/10 000 \$/10 000 \$. Toutes les offres sont pour une durée limitée, sur approbation du crédit, et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Voir le concessionnaire pour les détails. • Source : A.F.I.A.C., ventes de 2001 et 2002.

Léviko Hyundai
144, rte Kennedy
Lévis 833-7140

Hyundai St-Georges
10555, 1^{re} Avenue
St-Georges Est
Comté de Beauce 228-8814

Portier Automobiles Inc.
100, Napoleon
Sept-Îles 962-1828

Luxoto Inc.
484, Côte Joyeuse
St-Raymond
990-0283

Montmagny Hyundai
150, boul. Taché Ouest
Montmagny 248-7877

Gaspésie Auto Inc.
Route 132
Bonaventure Ouest
Bonaventure 534-2191

Ste-Foy Hyundai
2400, rue Dalton
Parc Colbert
Ste-Foy 654-9292

Rivière-du-Loup Hyundai
289, Témiscouata
Rivière-du-Loup 862-8144

Rimouski Hyundai
375, boul. Ste-Anne
Pointe-au-Père 724-2231

Lessard Hyundai
659, boul. St-Joseph
Québec 623-5471

Boulevard Hyundai
40, boul. Comeau
Baie-Comeau 294-2886

Vigneau Hyundai
1199, chemin Principal
Étang-du-Nord 986-5006

Ruby Auto Inc.
2272, rue Notre-Dame Nord
Theford Mines 338-4665

Automobiles Hyundai Matane
1560, du Phare Ouest
Matane 562-4444

Roberge Hyundai
545, rue Clémenceau
Beauport 666-2000

Garage Jean-Roch Thibeault
909, Mgr de Laval
Baie St-Paul 435-2379

Nadeau Hyundai
680, Main Street
St. Basile, New Brunswick
(506) 263-5505

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

Fruits d'un dur labeur

La récolte des fraises est un métier exigeant, qui ne dure qu'un mois et qui ne rapporte pas beaucoup!

JEAN-SÉBASTIEN MASSICOTTE
JSMassicotte@lesoleil.com

■ «Fraises : cueilleurs demandés.» Chaque année, bien avant que poussent les premiers fruits, apparaissent en bordure du chemin Royal, à l'île d'Orléans, ces affiches qui interpellent le promeneur. Passe-temps champêtre pour certains, moyen de subsistance pour d'autres, la récolte du délice rouge n'est pas aussi banale qu'on pourrait le croire.

Chez les producteurs, petits et gros, cette période de recrutement en est une d'incertitude. «Les gens offrent leurs services, mais il y a un bon roulement», assure Suzanne Blouin, de la Ferme Laval-Gagnon. Pour garantir la récolte de sa «petite» production de 25 000 plants de fraises d'été, elle n'a besoin normalement que d'une vingtaine de personnes, durant environ un mois. L'an passé, près de 60 cueilleurs se sont succédé dans ses champs. «Le pire, c'est qu'on a fini tout seul!» Par manque de main-d'œuvre, et dans l'impossibilité de récolter la totalité des fraises mûres, il n'est pas rare de «perdre des champs». Un peu trop d'attente et le fruit deviendra mou, non consommable. «C'est pas des cailloux», illustre M^{me} Blouin.

ET LE SALAIRE MINIMUM?

Travail exigeant et de courte durée, la rémunération au rendement est présentement remise en question. Ghislaine Paquin, de l'organisme de défense des travailleurs non syndiqués Au bas de l'échelle (ABE), milite pour le droit au salaire minimum chez les cueilleurs. «C'est faux de prétendre que parce qu'ils sont payés au rendement, ils ne peuvent avoir accès à un minimum garanti!»

Selon cette dernière, rien n'empêche les producteurs de bonifier le salaire des plus efficaces et d'ainsi stimuler leur productivité. De plus, sans accès à un taux horaire plancher qui chiffre les gains journaliers, les recours devant la Commission des normes du travail sont plutôt limités. «Il n'y a pas de réclamations financières possibles!»

Rappelons qu'en mars dernier, à la suite de la réforme péquiste de la Loi sur les normes du travail, l'ex-ministre Jean Rochon annonçait que les cueilleurs de petits fruits auraient droit au salaire minimum. Craignant pour la saison des producteurs maraîchers et face aux menaces de réduction de leur production, le nouveau gouvernement libéral a finalement retardé cette mesure.

À l'automne, de nouvelles normes devraient être proposées pour ce

groupe de salariés surnuméraires. Résultat de ce bras de fer politique, la rémunération à la pièce a légèrement augmenté cette année. «On a préféré offrir un bonus plutôt que de payer 7,30 \$ de l'heure», précise France Noël, de la ferme Réal Ferland. D'après elle, impossible de faire autrement. «On est trop petit!»

Combien gagne un cueilleur? Cette saison, le montant offert pour la récolte d'un panier de quatre litres de fraises se chiffre à 1,25 \$. En cinq heures d'efforts, M^{me} Noël évalue qu'un «travailleur moyen» peut espérer gagner 50 \$, soit une cueillette d'une quarantaine de paniers ou l'équivalent de 160 litres de fraises. «Certains font même jusqu'à 100 \$!»

Chez ABE, Ghislaine Paquin a des réserves. Si elle admet qu'il est possible pour un adulte de gagner le salaire minimum, elle croit cependant que le taux horaire s'approche beaucoup plus souvent des 4 \$, notamment chez les plus jeunes. «Mais ils se plaignent peu», soutient-elle.

Pour cette première après-midi de cueillette, le champ de fraises paraît bien tranquille. Au loin, une dizaine de cueilleurs et cueilleuses s'exécutent méthodiquement, rang par rang. Ils sont québécois, mais aussi mexicains, guatémaltèques, afghans, bosniaques et donnent un air cosmopolite à la récolte des petits fruits rouges.

D'après Louis Gosselin, président de l'Association des producteurs de fraises et de framboises du Québec, on retrouve dans les champs «toutes les catégories de gens! C'est accessible comme emploi!»

Si les producteurs font souvent appel aux jeunes entre 12 et 18 ans, l'embauche de travailleurs étrangers est assez courante. «Ils sont plus stables que les étudiants. Ce sont des gens



Les cueilleurs sont reconnus pour ne pas aimer beaucoup la publicité, avertit un propriétaire de fraisière.

Le cueilleur modèle est étranger, plutôt discret et peu porté à se plaindre

très compétents, habiles, disponibles et fiables», explique M. Gosselin. «Ils viennent ici pour travailler!»

Puis, il y a les nouveaux arrivants, pour qui «c'est souvent un métier d'entrée», constate Louis Gauthier, responsable d'une exploitation sur l'île d'Orléans. «J'ai déjà eu un pharmacien afghan, ses diplômes n'étaient pas reconnus ici», assure-t-il. Le temps passé à la ferme sert alors de période d'adaptation, notamment en ce qui a trait à l'apprentissage de la langue.

TIMIDITÉ ET DISCRÉTION

«Les cueilleurs sont reconnus pour ne pas aimer beaucoup la publicité», avise le propriétaire d'une fraisière, juste avant la visite du SOLEIL dans ses champs. «Je ne pense pas qu'ils

vont vouloir se faire photographier le visage!» Il n'aurait su si bien dire...

Comment expliquer cette timidité? «Chez les nouveaux arrivants, beaucoup travaillent au noir», évalue Ghislaine Paquin, de l'organisme Au bas de l'échelle. Même son de cloche chez certains producteurs qui ne cachent pas le phénomène. «Les gens sollicitent au noir! Ils viennent ici pour un revenu d'appoint, c'est un bonus!»

Sans parler d'exploitation directement, M^{me} Paquin illustre la situation de la façon suivante: «À quatre dollars de l'heure sous le gros soleil, je ne sais pas comment on appelle ça!» Pourtant, les gens rencontrés ne semblent pas se plaindre de leur sort.

«J'aime ça ici, c'est très beau», dit dans un français d'une qualité éton-

nante la jeune Tamina, 16 ans. À Québec avec ses parents depuis quelques années et originaire d'Afghanistan, elle en est à son deuxième été de cueillette. Malgré la chaleur et le fait de devoir travailler à genoux, elle trouve sa tâche facile et son salaire adéquat.

Les mains rougies par les fruits, Éric explique que c'est la crise du logement à Québec qui l'amène sur l'île. Dès sa première visite, il y a 15 jours, le Saguenéen d'origine a eu le coup de foudre pour l'endroit. «J'adore ça ici, c'est tellement beau!» En vacances, le nouveau résidant occupe ses temps libres avec la cueillette de fraises. «Je ne sais même pas combien je gagne, c'est pas important» lance-t-il, tout en poursuivant sa cueillette avec empressement. J.-S.M.

Petit roi sans nom



LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

Un jour, il sera le roi des animaux du Parc Safari, à Hemmingford, au sud de Montréal. En attendant, le petit lionceau d'un mois et demi n'a toujours pas de nom, puisque les dirigeants du parc ont décidé de lancer à la population le défi de lui en trouver un, africain de préférence. L'année dernière, ses deux sœurs jumelles, Maisha et Kiwanja, ont elles aussi été baptisées par la population. Le choix n'avait pas été facile, les organisateurs ayant reçu 5063 suggestions d'habitants du Québec et de l'Ontario. D'ici la fin du concours, le 3 août, le lionceau sera trébuché un peu partout dans la province. Hier, il était à Québec pour que des fillettes comme Elyann Labrecque et Lawrence Gobeil puissent l'admirer de près, pendant qu'il est encore très sage et inoffensif. À preuve, son activité favorite ces jours-ci: boire et dormir, puis dormir et boire encore. Un vrai petit d'homme, quoi. V.B.

Trois morts en un jour sur les routes de la région et dans l'est

JEAN-FRANÇOIS NÉRON
JFNeron@lesoleil

Les accidents sur les routes de la région de Québec et de l'est de la province ont été remarquablement tragiques dans la seule journée d'hier alors qu'au moins trois personnes y ont perdu la vie. L'alcool pourrait être en cause dans deux de ces accidents.

La plus récente tragédie s'est produite aux environs de 14 h 30, sur la 371, à Saint-Gabriel-de-Valcartier. Une collision frontale survenue entre une moto et une auto a causé la mort de la passagère de la moto, France Tessier, 53 ans, de Charlesbourg. Une perte de contrôle du motocycliste serait à l'origine de l'accident.

Tôt hier matin, Jonathan Houde, 17 ans, de

Sainte-Agathe de Lotbinière, a perdu la vie sur le rang Armagh à Sainte-Agathe. L'automobile a d'abord heurté un poteau avant de percuter un poteau, explique l'agent Gérard Carrier, de la Sûreté du Québec. La vitesse et l'alcool pourraient avoir causé la sortie de route mortelle du conducteur, qui se trouvait seul à bord de son véhicule.

L'alcool pourrait aussi être à l'origine de l'accident qui a coûté la vie à Francis Aubut, 20 ans, hier matin sur la route 132, à Percé, en Gaspésie. Le conducteur a d'abord roulé sur l'accotement à droite de la route avant de braquer les roues à gauche. Il a ensuite traversé les deux voies pour frapper un poteau et finalement capoter.

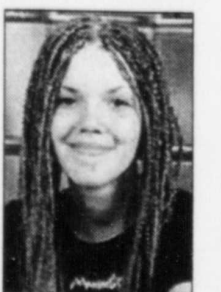
Au moins cinq personnes ont perdu la vie au cours de la fin de semaine sur le territoire de la Sûreté du Québec.

EN BREF

Deux ados de Montmagny recherchés

■ Les recherches pour tenter de retrouver Maxime Têtu, un adolescent de 16 ans, de Montmagny, porté disparu depuis le samedi 7 juin, sont restées vaines. La Sûreté du Québec a continué de recevoir, la semaine dernière, quelques appels de citoyens croyant avoir aperçu l'adolescent. La fin de semaine dernière, des gens ont cru le voir circuler sur les bords du fleuve. Il s'agissait plutôt d'un autre jeune homme. Le père de Maxime, M. Michel Têtu, continue à garder espoir. «Tant qu'on ne l'aura pas retrouvé, je le considère vivant», a-t-il confié lors d'une conversation téléphonique. Son fils a quitté le foyer familial après avoir malencontreusement accroché la voiture de son

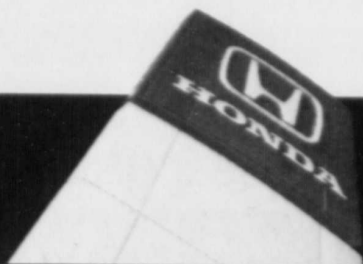
frère en la déplaçant dans l'entrée de la résidence. Il portait alors une paire de jeans et un chandail foncé. Par ailleurs, Émilie Reinsdorff, 15 ans, est disparue de son domicile de Montmagny le 15 juin. Elle a en commun avec Maxime Têtu de fréquenter la même polyvalente, de bien le connaître et d'avoir elle aussi perdu sa mère. Émilie Reinsdorff mesure 1 m 62, pèse 62 kilos, a les yeux bruns et les cheveux bruns. Elle pourrait se trouver dans la région de Montréal. La SQ de la MRC de Montmagny demande au public de lui fournir toute information susceptible de retracer ces deux adolescents en composant le 248-3705, le 310-4141 ou *4141 pour les abonnés cellulaires. S.F.



Émilie Reinsdorff est disparue depuis le 15 juin.



Maxime Têtu a les yeux bleu-vert et les cheveux bruns.



LA VENTE D'ÉTÉ HONDA

C'EST LE TEMPS DE ROULER EN Honda



0\$

dépôt de sécurité

Taux de

3,8%

à la location
sur le Pilot et l'Odyssey

Pilot EX 2003

Odyssey LX 2003

À partir de

478\$*

pour une location de 48 mois

À partir de

358\$*

pour une location de 48 mois

Incluant 96 000 km Option 0\$ comptant disponible
Transport et préparation inclus en location seulement

- Moteur V6 VTEC^{MC}, 3,5 litres, 240 chevaux
- Climatisation automatique sans CFC
- Groupe électrique
- Roues de 16"
- Système antivol immobilisateur

Assoit 8 passagers



Pilot EX-L 2003
Illustré



Odyssey LX 2003
Illustré

OUI, ON A FAIT
LE PLEIN

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.



L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. *Ces offres portent sur les deux véhicules neufs 2003 mentionnés ci-après. Période de location : 48 mois, Première mensualité exigible. Pour chaque véhicule sont identifiés : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant total au terme de la location et, s'il y a lieu, d) la nécessité d'un dépôt de sécurité. Pilot EX (modèle YF1843E) : a) 478\$, b) 4365\$, c) 27 309\$; Odyssey LX (modèle RL1853PK) : a) 358\$, b) 4195\$, c) 21 379\$. Programme 0\$ comptant également offert. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12\$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Option d'achat au terme de la location offerte moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif.

Le rattrapage ou l'avancement scolaire par la télématique

La commission scolaire Beauce-Etchemin offre un programme particulièrement prisé... même en été

LUCE DALLAIRE
Collaboration spéciale

■ SAINT-GEORGES — La vie de Geneviève a été complètement transformée quand, du jour ou lendemain, à l'été de 2001, elle a sauté sans hésiter sur l'occasion de combiner, comme ses amis, travail, loisirs et reprise de cours... par télématique. Karine Champagne l'imitera bientôt car, pour d'autres motifs, ce programme colle à ses projets d'avenir.

« Il me fallait compléter à tout prix mon cours de sciences pour m'inscrire au cégep en techniques d'éducation spécialisée, sans quoi j'accusais un retard d'un an dans mes études. Autre alternative, je m'inclinai et je changeais d'option pour entrer au collégial », raconte Geneviève, qui a opté pour la télématique il y a trois ans.

Cet été, Karine Champagne fera ses sciences fortes à partir du clavier de son ordinateur. Cela lui permettra de suivre, à sa dernière année de secondaire, un cours de chimie indispensable pour réaliser son rêve.

Difficile pour une majorité d'étudiants de faire ce choix déchirant entre le travail d'été et le cours de rattrapage. Alors que faire, sinon associer les deux et s'efforcer de réussir ?

« S'il n'y avait pas eu ce rattrapage télématique, ajoute Karine, je ne serais pas rendue où je suis. Avec la télématique, j'ai entrevu un réel espoir. J'allais à mon rythme, selon mes disponibilités. Je n'avais pas à me déplacer et à être coincée dans un bloc d'études de quatre heures par jour. J'ai saisi cette chance pour fréquenter le cégep. Je me suis accrochée et je ne le regrette pas. »

SUPERVISÉ PAR UN PROF

Le cours de rattrapage télématique, offert directement en ligne avec supervision d'un enseignant, a des avantages certains.

Flexible, il s'ajuste à l'horaire de l'élève, sans conflit avec son emploi

d'été. De plus, le suivi individualisé de l'enseignant permet à l'étudiant d'identifier ses lacunes et de corriger ses faiblesses, et ce, sans être obligé de revoir l'ensemble de la matière. Inutile de penser au transport et à l'horaire. Il suffit de s'asseoir à son clavier au moment opportun. La communication maître-élève s'établit soit par courriel, par clavardage ou par téléphone.

N'eût été de ce programme informatique d'une durée de trois semaines, tout comme Geneviève, quelque 22 des 26 étudiants se seraient privés du cours de rattrapage. Cela aurait été dommage, car 76% d'entre eux ont passé leur examen avec succès.

Geneviève a aussi réussi. Preuve en est qu'elle entreprendra sa troisième année en technique d'éducation spécialisée. Elle en est très fière, mais davantage heureuse. Avec les efforts voulus, elle atteindra sous peu son but, sans compromis ni délais, dans les temps prescrits.

Karine, elle, tout comme Esther, Anne-Marie et Sarah, s'appête à donner un sérieux coup de barre.

Inconditionnelle de cette approche novatrice, M^{me} Marie Labbé considère ce programme, qui offre les cours de sciences physiques 416, les 430 et l'histoire 414, comme son « propre bébé ». Elle lui voue un attachement sans borne.

« Il faut savoir que la polyvalente ne dispose pas toujours d'un nombre suffisant d'élèves pour qu'y soit dispensé un cours de rattrapage. En télématique, cette contrainte est abolie. Nous répondons à des besoins particuliers, cas par cas, peu importe le nombre d'élèves fréquentant la classe virtuelle. Autre considération : peu importe la distance, ces cours en télématique sont, dès maintenant, accessibles à l'ensemble des élèves québécois. Nous sommes les seuls en province, à la commission scolaire Beauce-Etchemin (CSBE), à fournir pareil outil », précise la coordonnatrice de l'enseignement secondaire.

Avis aux personnes intéressées : la session d'été a lieu du 11 au 29 juillet. Les coûts sont sensiblement inférieurs à ceux des cours de rattrapage conventionnels. On se procure la fiche d'inscription à l'adresse Internet www.csbe.qc.ca/coursenligne.



COLLABORATION SPÉCIALE LUCE DALLAIRE
M^{me} Marie Labbé et Karine Champagne, qui suit un cours d'été... en télématique pour réaliser son rêve de s'inscrire en techniques infirmières dans un an.

La rivalité des roses



LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

C'est qu'il paraît bien pâlot, maintenant, le traditionnel bouquet de roses rouges à ceux et celles qui ont fait un saut hier au Jardin Roger-Van den Hende pour la journée « Rosiers en fête ». Ils y ont découvert pas moins de 200 espèces et cultivars de rosiers différents, nettement moins connus que la presque banale gerbe écarlate des amoureux transis. Des spécialistes étaient présents pour répondre aux questions des jardiniers amateurs, aussi invités à se mesurer à leurs voisins en apportant pour un concours amical la plus belle rose coupée dans leur jardin. V.B.

EN BREF

Adolescente disparue

La Sûreté du Québec demande l'aide de la population afin de retrouver une adolescente de 15 ans, Geneviève Gagnon. Elle n'a pas donné signe de vie depuis le 28 juin, après que son copain fut allé la reconduire à la gare d'auto-

bus de Québec. Geneviève Gagnon mesure 1 m 60, pèse 60 kilos, a les cheveux noirs et les yeux bruns. Tout renseignement relatif à sa disparition peut être transmis au 310-4141 ou *4141. É.F.

Bell présente **FESTIVAL D'ÉTÉ DE QUÉBEC**
infestival.com

« J'aime être bien informé et le journal **Le Soleil** fait ça pour moi. »
Hughes Roy, L'Ange-Gardien.

Le Cabaret Desjardins du Festival
3 au 13 juillet 2003

Desjardins vous invite à son cabaret du Festival et vous souhaite une bonne soirée!

Yves Desrosiers
Chanson répertoire de Visssotsky
7 juillet : 21 h
Il réalise un vieux rêve d'interpréter avec qualité Vladimir Visssotsky, le chanteur et poète de la dissidence soviétique.

Chloé Sainte-Marie
Chanson populaire
8 juillet : 21 h
Une ambassadrice des mots, des cultures et des musiques, elle réussit un tour de force en s'imposant comme interprète de la chanson.

The New Pornographers
Rock alternatif
9 juillet : 21 h
Du rock nouveau, entre néo-romantisme et country alternatif. Ils viennent présenter leur tout nouvel album «Electric Version».

Howe Gelb
Rock alternatif
Chanteur - soliste et leader de Giant Sand, dont la section rythmique forme Calexico (bien connu ici), Howe Gelb fait figure de pionnier du country-alternatif.

The Ramasutra Fourplay
Electronica world
10 juillet : 21 h
Nouvel album

California Guitar Trio
Prog rock instrumental
11 juillet : 21 h
Ils démontrent avec éloquence que le rock progressif est toujours capable d'innover et d'étonner. Ils seront accompagnés de Tony Levin et du batteur Jerry Marotta.

Geneviève Charest
Pop opéra
13 juillet : 21 h
Une artiste lyrique qui aime défier les genres. Du rock à l'opéra, elle propose un spectacle né de son nouvel album.

www.billetech.com
(418) 643-8131
1 877 643-8131

Cabaret Desjardins du Capitole de Québec
(418) 694-4444
1 800 261-9903

infestival.com

4 festival international de jardins de métis quatrième édition

métis

in situ / extra-muros / international
région invitée > la méditerranée
catalogne / italie / maroc

Les Jardins de Métis
200, route 132
Grand-Métis (Québec)
(418) 775-6423
www.jardinsmetis.com

Canada Québec

Ville d'Amqui, Ville de New-Richmond, Ville de Montréal, Cité des arts du cirque (Montréal), Place des Arts (Montréal), Domaine de Lacroix-Laval (Lyon, France)

C'EST VRAI!

Nous vendons plus de gros appareils ménagers que tout autre détaillant au Canada

Basé sur des sondages indépendants dans tout le pays, en vigueur au moment de la préparation de la publicité



599⁹⁹

Rabais 180\$.

Réfrigérateur Kenmore^{MD} de
16,5 pi³ à congélateur en haut

2 tablettes en verre. 1 tiroir transparent
pour charcuterie. N° 60722. Rég. Sears 779,99.

- *Le plus grand choix de gros appareils ménagers au Canada*
- *Service après-vente assuré^{MC}*
- *Garantie de parité des prix pour les gros appareils ménagers de grandes marques; détails en magasin*
- *Satisfaction ou remboursement*

Pas d'acompte.
Pas de paiement avant janvier 2004
pour les gros appareils ménagers et plus!

Pas de paiement avant janvier 2004 avec la carte Sears seulement, sur approbation de votre crédit.

Achat minimum: 200 \$.

GROS

SEARS

CLUB SEARS

ARTICLES EN PROMOTION

DU 2 AU 26 JUILLET 2003

Prix en vigueur jusqu'au samedi 12 juillet 2003

50

50 ans de qualité, bons prix, service, fiabilité

SEARS*

NE072M203 © 2003, Sears Canada Inc.

L'EST ET LA CÔTE-NORD

De Paris à Petite-Vallée

Aurélia O'Leary vient refaire ses premiers pas en Gaspésie

TEXTES ET PHOTOS HENRI MICHAUD
Collaboration spéciale

■ PETITE-VALLÉE — Cheveux noirs flottant au vent, Aurélia O'Leary jette un œil vers le golfe du Saint-Laurent. Née à Pointe-à-la-Frégate, l'auteure-compositrice-interprète, exilée à Paris depuis sa tendre enfance, refait ses premiers pas au Québec, plus précisément au Festival en chanson de Petite-Vallée, qui s'est tenu du 21 juin au 2 juillet.

«J'ai découvert le Festival à l'automne 2002, par hasard, raconte M^{me} O'Leary. J'étais en visite dans mon village natal lorsque j'ai aperçu des affiches du Festival en chanson. Je me suis arrêtée au café de la Vieille Forge pour m'informer. J'y ai trouvé des gens chaleureux, et j'ai choisi de tenter ma chance.»

Aurélia O'Leary est née à Pointe-à-la-Frégate, qu'elle a quitté à l'âge de quatre ans

Son démo, envoyé au printemps 2003, lui a permis d'être sélectionnée parmi 169 participants. «J'ai proposé

mon deuxième disque audionumérique autoproduit. Et ma candidature a été retenue.»

Depuis, les événements se sont bousculés. «Je suis déménagée au Québec par amour. J'avais envie de rencontrer des Québécois et de m'installer ici, pour faire carrière. Je vis à Montréal depuis un mois, mais je retournerai en France dans les prochains jours pour participer aux Francofolies de La Rochelle et travailler sur un projet de comédie musicale.»

JURY PLUS CONSERVATEUR?

Le répertoire de l'artiste, aux accents jazz, rock et pop, n'a pas permis à l'auteure-compositrice-interprète de se tailler une place à la finale du 21^e

Festival en chanson. «Je suis très étonnée, et un peu déçue. Je vais d'ailleurs demander des explications à ce propos. Toutefois, je suis très satisfaite de ma performance. J'ai gagné mon Festival, car le public a aimé, et apprécié mon matériel. Ce fut un moment privilégié.»

«Ma musique n'est pas facile d'accès, concède Aurélia O'Leary. J'aime jouer sur la musicalité des mots, et mon style d'écriture n'est pas traditionnel. Le jury serait-il plus conservateur?» s'interroge-t-elle.

L'artiste a apprécié les ateliers de formation. «J'ai le goût d'apprendre, de me perfectionner. J'ai beaucoup aimé l'heure passée avec Louise Forestier. Toute l'équipe ici est extraordinaire, chaleureuse et accueillante. J'apprécie beaucoup cette expérience.»

L'artiste entend faire sa place, graduellement, sur le marché québécois. «Je n'ai pas de plan d'attaque. Je veux continuer à écrire des chansons, faire de la scène et me trouver des musiciens. Mais je ne suis pas pressée.»

SUR SCÈNE DEPUIS 10 ANS

Plus connue en France qu'au Québec, Aurélia O'Leary monte sur la scène depuis plus de 10 ans. Elle a autoproduit deux disques audionumériques et a écrit des spectacles pour enfants. «Je compose mes propres pièces depuis un peu plus de deux ans, précise-t-elle. J'enseigne également le chant depuis plus de 10 ans.» Aurélia O'Leary a quitté sa Gaspésie natale à l'âge de quatre ans. L'artiste a toutefois choisi de revenir à ses racines, avant de partir à la conquête des mélomanes québécois friands de nouveautés.



Aurélia O'Leary se dit en amour avec le Québec.

Apprendre plus de 80 pièces en quelques jours

Pas facile, la vie des musiciens du Festival en chanson

■ PETITE-VALLÉE — Souvent oubliés des spectateurs, les musiciens du Festival en chanson doivent apprendre, et interpréter, plus de 80 pièces, et ce, en quelques jours.

«C'est beaucoup de travail, confirme Jean-Sébastien Fournier, chef d'orchestre du Festival depuis plus de huit ans. Le dernier soir, nous sortons de la scène complètement vidés, mais heureux.»

Pourtant, le musicien ne peut concevoir de passer un an sans travailler au Festival en chanson. «J'ai besoin de venir ici pour me ressourcer. Nous sommes une belle gang et l'événement prend de l'ampleur d'année en année.»

Pour le chef d'orchestre, le Festival débute dès la fin mai. «Je reçois les informations un mois à l'avance. Il faut 15 jours pour écrire les partitions, puis nous répétons une trentaine d'heures à Montréal avant de nous installer à Petite-Vallée.»

Lorsque le Festival bat son plein, les journées de travail sont longues. «Les jours de spectacle, nous travaillons une douzaine d'heures (en après-midi et en soirée). L'hommage au parrain nécessite, pour sa part, entre 8 et 10 heures de répétitions.»

Plus encore, quatre chansons naissent à Petite-Vallée durant le Festival. Ils doivent donc apprendre des airs nouveaux quelques heures seulement avant de les présenter au public.

La recette du succès est fort simple. «Il suffit de bien cerner les gens avec qui nous travaillons, de savoir les rejoindre dans leur bulle. C'est pour ça que je préfère garder les mêmes musiciens d'année en année. Lorsque la complicité s'est installée, quelques lignes suffisent pour qu'ils comprennent l'orientation musicale.»

Et ce n'est pas toujours facile. Deux jours avant que ne prenne fin le Festival, cette année, une bonne partie des musiciens étaient affectés par une forte gastro-entérite.

Jean-Sébastien Fournier travaille avec Benoît Clément à la batterie, Christian Tureotte et Jean Garneau aux guitares, Éric Auclair à la basse et Catherine Ledoux aux violons. Certains sont présents au Festival en chanson depuis quelques années.

Originaire de Grande-Vallée, Jean-Sébastien Fournier, alias «Ti-Basse», monte sur la scène du Festival, soir après soir, depuis 19 ans. Le musicien exploite également un studio d'enregistrement, La Kasbah, à Sainte-Marthe-sur-le-Lac, en plus de travailler régulièrement avec des grands de la scène québécoise.

La recette: essayer de conserver son groupe d'année en année

À Rivière-du-Loup, le patrimoine bâti se porte mieux que jamais

MARC LAROUCHE
Collaboration spéciale

RIVIÈRE-DU-LOUP — Le patrimoine bâti de Rivière-du-Loup se porte mieux que jamais. L'obtention récente du titre de Capitale culturelle du Canada permettra à l'administration municipale d'accélérer la concrétisation de la Politique du patrimoine adoptée en décembre, grâce à l'injection de 115 300 \$ venant pour moitié de Patrimoine Canada et qui permettra de réaliser une trentaine de projets.

Les projets, regroupés dans cinq volets, touchent à la fois des actions de recherche, de sensibilisation, de protection et de mise en valeur du patrimoine. «Une fois les recherches et la sensibilisation effectuées, nous désirons effectuer la diffusion, pour faire connaître notre patrimoine au grand public», dit M. Denis Boucher.

Le soutien aux actions de sensibilisation et de conservation des archives locales et régionales, la publication d'un guide de découverte des quartiers anciens, la création d'un centre d'intervention en patrimoine bâti et la mise sur pied d'un concept de mise en valeur du «vieux Rivière-du-Loup» sont au nombre des projets.

Rivière-du-Loup est devenue en décembre la première ville à se doter d'une politique patrimoniale. Plusieurs efforts ont été entrepris en ce qui a trait, entre autres, à la réfection de l'architecture du centre-ville, la mise en valeur des parcs urbains et le soutien à des projets de restauration patrimoniale. Les propriétaires qui entreprendront des rénovations pourront même éventuellement compter sur une «matériauthèque», qui leur permettra de respecter le caractère original de leur propriété tout en choisissant les matériaux appropriés à un coût souvent moindre que les matières originellement utilisées.

UNE CLOCHE HISTORIQUE

D'autre part, une pièce importante du patrimoine de Rivière-du-Loup est récemment revenue dans ses murs. Une cloche antique, qui a tinté durant plusieurs années sur la rue Durocher et qui était entreposée à Québec depuis 25 ans, a été récupérée. «Cette cloche a une belle histoire. Elle trônait dans le clocher du bâtiment des sœurs du Bon-Pasteur, du temps où la bâtisse de brique rouge était adjacente à celle de l'actuelle Maison de la culture, affirme sœur Pierrette Sirois.



Originaire de Grande-Vallée, Jean-Sébastien Fournier en est à sa 19^e année comme musicien du Festival en chanson de Petite-Vallée.



Le maire Jean D'Amours et sœur Pierrette Sirois avec la cloche récupérée

«Lorsque le bâtiment a été démoli, en 1978, la cloche a été amenée à la Maison Marie-Joseph-Fitzback de Québec, maison mère de la congrégation, poursuit la religieuse.

«J'ai enseigné de 1968 à 1978, et je faisais souvent sonner cette cloche. Notre communauté est très contente de pouvoir compter sur une société vi-

vante qui verra à la conserver», précise sœur Sirois. Jean D'Amours, maire de Rivière-du-Loup, l'a assurée que tous les efforts seront déployés pour que cette pièce d'antiquité, très bien conservée et au son encore clair, occupe la place qui lui revient dans la communauté loupéroise pour que le grand public puisse l'admirer.

CÔTE-NORD La RRSSS investit dans l'aide aux jeunes et à leur famille

STEEVE PARADIS

Collaboration spéciale

BAIE-COMEAU — Consciente que les services offerts aux jeunes et à leur famille dans la région peuvent être déficients, la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord investit pour améliorer les services de base des CLSC, tout en implantant un programme pour aider au développement des enfants nés de mères de moins de 20 ans.

Ainsi, les CLSC de Manicouagan, des Sept-Rivières et le centre de santé de la Basse-Côte-Nord se partagent 150 000 \$ afin de se payer les services d'un intervenant jeunesse, ce qui permettra à ces établissements d'intensifier leurs interventions afin de prévenir l'apparition de problèmes plus graves.

«Ce qu'on constate, c'est qu'on intervient souvent trop tard à ce chapitre, car les CLSC n'avaient pas les capacités pour le faire, a indiqué la présidente-directrice générale de la Régie Côte-Nord, Nicole Demers. Les parents attendent, attendent et en fin de compte, en réfèrent à la protection de la jeunesse parce qu'ils n'en peuvent plus.» La clientèle des jeunes qui présentent des troubles de comportement est particulièrement visée par cet investissement. Le Centre jeunesse Côte-Nord recevra aussi 225 000 \$ afin de diminuer sa liste d'attente, un problème récurrent depuis de nombreuses années dans la région.

Autre nouveauté, la Régie dépensera près de 500 000 \$ par année pour développer un programme de soutien aux jeunes parents, particulièrement aux mères seules âgées de moins de 20 ans. Ce programme, qui a été éprouvé au centre de santé de la Minganie, à Havre-Saint-Pierre, et dans 16 autres CLSC du Québec, a trois objectifs. Il vise d'abord à donner un soutien pour favoriser le développement global de l'enfant, prévenir et réduire les difficultés d'adaptation sociale et le retard dans le développement et finalement, diminuer les situations de négligence et d'abus chez les jeunes enfants.

Avec ce programme, les CLSC et centres de santé pourront assurer un suivi auprès des jeunes mères dès la grossesse et jusqu'à ce que l'enfant entre à l'école, soulignait la porte-parole de la RRSSS, Sandra Morin.

Sur la Côte-Nord, 97 des quelque 1145 naissances enregistrées par année à la fin des années 90 étaient le fait de jeunes de 20 ans et moins, soit 8,5%. La moyenne québécoise à ce chapitre s'établit à 4,7%.

Fin d'un siècle

■ FORESTVILLE — La femme de 34 ans, de Forestville, qui s'était barricadée samedi avec une arme à feu s'est finalement rendue hier à 6 h 15, après plus de 16 heures de siège. À la suite d'une longue négociation menée par le Groupe tactique d'intervention de la Sûreté du Québec, elle a quittée d'elle-même la résidence de son ex-conjoint, où elle s'était barricadée. La dame, dépressive, a été conduite au Centre hospitalier régional de Baie-Comeau pour y subir une évaluation de son état de santé mentale. Selon la SQ, elle pourrait éventuellement être accusée d'avoir pointé une arme à feu. S.P.

La nouvelle chaire de recherche sur la Gaspésie est lancée

■ MURDOCHVILLE — L'Université Laval lance officiellement les activités de la Chaire multifacultaire de recherche et d'intervention sur la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine. Ce projet, en gestation depuis deux ans, intégrera 4 facultés sur les 17 que compte l'établissement d'enseignement supérieur, dont celles de foresterie, d'administration et d'arts visuels et d'architecture. Le comité directeur chargé de superviser les activités de la chaire comptera notamment Gilbert Scantland, directeur général du CRCD Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, l'un des deux membres régionaux. Ce comité devra décider dans les semaines à venir du titulaire de la chaire, de même que de l'emplacement du bureau régional. L'Université Laval se fixe comme objectif que 18 de ses professeurs travaillent éventuellement sur des projets de recherche touchant la région gaspésienne. N.B.

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ALAIN DUBUC
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
 Directeur de l'éditorial JEAN-MARC SALVET
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

Discrimination en assurances

Des locataires ne réussissent pas à assurer leurs meubles, des propriétaires sont confrontés à des primes exorbitantes quand ils finissent par dénicher une compagnie qui veut bien assurer leur maison... Impensable? C'est pourtant le sort des résidents qui vivent au cœur de la capitale québécoise. Que la propriété visée soit neuve ou rénovée, son quartier revitalisé, cela n'y changera rien si elle a le malheur d'être située dans la « mauvaise » zone postale, soit G1N, G1K, G1R, G1L ou G1J.

Cela s'appelle de la discrimination. Et ce n'est pas le fait d'obscures compagnies qui méconnaissent l'ancienne ville de Québec : tous les grands assureurs, même ceux qui ont leur siège social à Québec et Lévis, pratiquent cette discrimination de façon éhontée et le Bureau d'assurance du Canada (BAC) semble bien impuissant à la contrer, réussissant, au mieux, à dénicher un assureur assurant le risque... à ses conditions.

Cette situation confronte des milliers de résidents, qu'ils habitent le Vieux-Limoilou, Saint-Sauveur, un Saint-Roch revitalisé ou le chic quartier du Vieux-Port, Saint-Jean-Baptiste, le Vieux-Québec ou même sur la colline parlementaire. De simples renouvellements se butent à des refus sous prétexte de quotas!

Qu'on hésite à assurer un immeuble déterioré, au système électrique désuet, où les locataires entrent et sortent comme dans un moulin, c'est compréhensible. Il s'agit de cas reliés à la nature du risque. Qu'il y ait eu concentration de tels cas au début des années 80, c'est possible également. Mais la situation aurait bien changé.

« Nous croyons que les compagnies ont une perception dépassée de la réalité de ces quartiers », commentait le vice-président du comité exécutif de la Ville de Québec et lui-même conseiller de Limoilou, Claude Larose.

Une firme de courtage indépendante qui a étudié plus de 100 dossiers confirme que la moitié des assurés ont essuyé des refus, soit à cause du quartier ou parce que les assureurs prétendaient y avoir atteint « leur quota ». Rien à voir avec le risque. Quant aux primes payées, elles pouvaient doubler... pour une protection diminuée, un coût qui incite trop de locataires, les moins fortunés, à ne pas s'assurer : alors ils perdent tout en cas de sinistre, ce qui ajoute à leur détresse! D'ailleurs, l'étude du Centre de recherche en aménagement et développement de l'Université Laval (CRAD) démontre clairement que les quartiers visés ne présentent pas plus de risques ou de réclamations que les autres.

Le CRAD observe « qu'il n'est pas approprié de considérer les quartiers centraux ou, encore, les grandes zones postales comme des ensembles homogènes quant aux risques en matière d'assurance, car les risques varient très fortement et de façon imprévisible à l'intérieur des quartiers et de ces zones ».

Belle cohérence, une institution a même accepté de financer une propriété... mais refusé de l'assurer!

À Montréal et à Trois-Rivières aussi, et, sous toutes réserves, Sherbrooke et Gatineau, des résidents éprouveraient aussi des difficultés similaires, ce qui devrait convaincre l'Union des municipalités à s'impliquer dans le dossier. La Ville de Québec entend sensibiliser le ministère des Finances pour une action concertée avec les services gouvernementaux concernés, soit le Bureau des services financiers et à Chambre d'assurance des dommages.

La discrimination, qu'elle touche une adresse civique ou une personne humaine, n'a pas sa place. Si l'industrie refuse de se discipliner, il reviendra encore au gouvernement d'agir pour corriger le tir... Alors qu'on demande de plus en plus à l'État de limiter ses interventions réglementaires!

Il faut appliquer la Loi contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Gérald Doré

L'auteur est membre de Solidarité chrétienne avec les pauvres*

(À Claude Béchar, ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille)

De par nos fonctions, nous sommes en contact avec la réalité quotidienne de la pauvreté à Québec. L'un est responsable d'une soupe populaire. Un autre dirige les services communautaires de son Église. Un troisième y coordonne les bénévoles. Une déléguée de Centraide Québec est rattachée à son Comité d'action contre la pauvreté. Trois autres membres côtoient la pauvreté dans leur ministère pastoral. C'est cette expérience, combinée à une perspective éthique commune fondée sur l'Évangile de Jésus-Christ, qui nous a incités à nous former en une coalition interconfessionnelle en solidarité avec les pauvres en 1998. Nous avons soutenu dès le départ le projet d'une loi sur l'élimination de la pauvreté. Nous avons applaudi quand des députés des trois partis, dont M. Christos Sirros, au nom de votre parti, ont accepté de recevoir une pétition en faveur de cette loi, signée par 215 000 personnes. Nous nous sommes réjouis quand le gouvernement du Parti québécois a enfin compris qu'il ne pourrait contourner l'adoption de cette loi par la manœuvre dilatoire d'une consultation publique. Malgré nos réserves face à certaines imprécisions, nous avons

partagé la joie du Collectif, quand la loi a été finalement adoptée à l'unanimité par les partis représentés à l'Assemblée nationale en décembre 2002.

Nous avons, par ailleurs, commencé à nous inquiéter, quand l'adoption du plan d'action a été reportée à l'automne. Enfin, comme le Collectif pour un Québec sans pauvreté, nous avons déchanté quand le budget de votre gouvernement a été dévoilé, car il ne contient rien qui annonce un plan d'action efficace et raisonnable pour donner suite à la loi 112. Autant le budget que le discours inaugural du premier ministre restent silencieux sur les obligations qui sont faites à votre gouvernement par cette loi dont vous êtes responsables de l'application.

La loi ayant été adoptée, votre gouvernement doit légalement y donner suite, sans tergiverser. Cette loi est portée par une éthique de la solidarité sociale. Le discours inaugural et les déclarations de la présidente du Conseil du Trésor laissent entendre que votre gouvernement pourrait être animé par une idéologie qui la contredit. L'éthique de la solidarité sociale s'accommoderait mal, en effet, d'une intention de minimiser le rôle de l'État dans la redistribution de la richesse. L'histoire est là pour démontrer que le marché laissé à lui-même produit un tout autre résultat que le bien com-

mun. Notre conviction, que nous souhaiterions vous voir partager, c'est qu'un résultat éthique ne s'obtient que par un agir éthique intentionnel, mené par un corps social dûment mandaté et disposant des pouvoirs nécessaires pour atteindre ce résultat. Et c'est bien ce genre d'outil pour agir, avec obligation de résultats, qui a été mis dans les mains de l'État, par un vote unanime des élus, quand la loi 112 a été adoptée. Jamais auparavant dans l'histoire du Québec une exigence éthique de solidarité sociale n'aura été aussi clairement posée à un gouvernement.

À cette exigence, s'en superpose une autre : celle de l'intégrité politique contre le cynisme politique. M. le Ministre, votre parti a voté pour cette loi quand il était dans l'opposition. Pendant la campagne électorale, le premier ministre a affirmé sa ferme intention d'appliquer la loi, « parce que c'est l'espoir d'un Québec sans pauvreté de centaines de milliers de personnes ». Il s'est engagé à rétablir la gratuité des médicaments pour l'ensemble des prestataires d'aide sociale et pour les personnes âgées recevant le supplément de revenu garanti. À l'automne 2002, votre parti s'était également prononcé en faveur de fixer le montant initial de la prestation minimale d'aide sociale non sujette à des



Gérald Doré, de l'Église unie du Canada, et ses collègues de Solidarité chrétienne avec les pauvres réclament une intervention rapide du gouvernement.

coupures, qui est prévue par la loi, au moins du côté des prestations actuelles. Les 47 millions \$ nécessaires ne se retrouvent pas dans le budget. En politique, l'incohérence entre ce qu'on dit « avant » et ce qu'on fait « après » discrédite, dans l'opinion publique, le rôle social essentiel que vous exercez comme ministre et député ministériel. C'est seulement par une grande intégrité dans le respect des engagements pris que nos élus peuvent espérer gagner ou regagner le respect et la confiance des citoyens, si essentiels à un sain exercice de la démocratie. Et ceci est particulièrement vrai quand il s'agit d'une loi touchant des centaines de milliers de personnes déjà passablement désabusées par la politique.

Nous vous demandons, M. le Ministre, de veiller à ce que le gouvernement dont vous faites partie respecte la loi 112, au même titre que toutes les autres lois du Québec, et lui donne suite dans un plan d'action comportant l'engagement des fonds publics nécessaires à sa réalisation. Au nom d'une éthique de la solidarité sociale et de l'intégrité politique, nous demandons l'application de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

*Autres signataires
 Michel Godin, Assemblées de Pentecôte
 Jean Picher, Église catholique
 Philippe Siegel, Armée du Salut
 André Tremblay, Église unie du Canada
 Céline Trudel, Centraide Québec
 Pierre Voyer, Église anglicane



REPRISE

CHRONIQUE POLITIQUE

Les grosses pointures intellectuelles

Le nouveau député péquiste de Mercier, Daniel Turp, est un docteur en droit de l'Université de Paris II. Il a étudié le droit à Paris, Cambridge, La Haye et il fut professeur invité dans une litane de grandes universités à travers le monde, avant de devenir député du Bloc québécois à Ottawa de 1997 à 2000. Le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, Benoît Pelletier, est un distingué collègue du même calibre, aussi docteur en droit de Paris I (1996) et d'Aix-Marseille III (2000). Il est député libéral de Chapleau. Les deux intellectuels, constitutionnalistes, se sont mesurés pour la première fois depuis l'élection du 14 avril, pendant quatre heures, à l'étude des crédits, jeudi. Le président de l'Assemblée nationale, Michel Bissonnet, champion en rentrées de fonds, pourrait vendre des billets en prévision de leur prochaine confrontation, tellement les échanges volaient à un niveau de qualité qui rehausse le parlementarisme. Il ne manquait que Guy Laforest, de l'ADQ, défait dans Louis-Hébert...

Daniel Turp a apprécié au plus haut point le respect qu'il a trouvé à Québec entre libéraux fédéralistes et péquistes souverainistes, comparativement à la difficile expérience vécue comme député du Bloc à Ottawa. « À Ottawa, nous étions des ennemis, ici nous sommes des adversaires », n'a-t-il pu retenir. (Il n'a toutefois pas connu les années 70 à 80 à Québec. Le respect constaté aujourd'hui n'a pas toujours existé. Libéraux et péquistes se

sont bien apprivoisés il est vrai depuis 30 ans. Le débat sur l'avenir du Québec est ici une affaire de famille.)

C'est de la nature des perceptions personnelles, m'a-t-il expliqué en entrevue, mais j'avais toujours le sentiment à Ottawa que les députés des autres partis n'acceptaient même pas notre présence. Au départ du Bloc d'ailleurs, ils ne voulaient pas que nos députés puissent siéger. Nous étions des ennemis du Canada, dont nous cherchions la destruction. Leurs sentiments hostiles à notre égard paraissaient dans leur façon de nous aborder et dans leur vocabulaire.

Cela a été exacerbé, poursuit-il, lors du débat sur la loi C-20 sur la clarté référendaire. Ils nous disaient qu'ils étaient les gagnants. Même Claude Ryan, pourtant un libéral, fédéraliste inconditionnel, avait ressenti avoir été traité en ennemi lors de son passage en commission. M. Turp n'établit pas de distinction entre les attitudes des autres députés, selon leur allégeance. Les nuances provenaient plutôt des individus. Il donne pour exemple l'ouverture du néo-démocrate Svend Robinson.

Le théâtral Daniel Turp s'est beaucoup mesuré dans le passé à Stéphane Dion. Avec Benoît Pelletier, il échange sans cesse des formules de courtoisie et des garanties mutuelles de respect

de l'option de l'autre.

« Dion est un nationaliste canadien qui dit que le Québec a assez d'autonomie et que le Canada est la fédération la plus décentralisée au monde, ce qui est faux. Benoît est un nationaliste québécois qui veut conquérir plus d'autonomie pour le Québec. » Ils incarnent bien les différences qu'il fait entre les ennemis et les adversaires, dit-il. Il lui sera difficile à l'avenir, de son côté, de couler dans le même moule PLC et PLQ.

Daniel Turp a cherché sans succès à pousser Benoît Pelletier à se commettre sur un échéancier pour la création du Conseil de la fédération, prévu au programme libéral, ou l'adoption de la Constitution de 1982. Mais le ministre libéral refuse de voir dans l'élection du gouvernement Charest la dernière chance laissée au régime fédéral. Il mise sur l'établissement de meilleures relations avec les autres provinces et se contenterait de faire progresser les argumentaires du Québec. Daniel Turp y voit — poliment — une crainte de l'obligation de résultat. Il rêve bien sûr d'un autre référendum au plus tôt. Les professeurs campent bien deux solitudes. De plus, si Daniel Turp a échoué avec Robert Bourassa, il ne désespère pas de faire un souverainiste de Benoît Pelletier, lorsque ce dernier aura frappé le mur, à son tour. Ah ces intellectuels pugnaces ! Pour eux, tout collègue fédéraliste est un souverainiste qui tarde à se convertir, rien de plus.

Leurs élégants face-à-face seront à suivre.



J.-Jacques Samson

JJSamson@lesoleil.com



Daniel Turp

Deux siamoises reliées par la tête opérées à Singapour

Les résultats préliminaires sont encourageants

SINGAPOUR (AFP) — Des chirurgiens ont commencé hier à Singapour une opération délicate et inédite pour séparer des sœurs siamoises adultes, reliées par la tête, dont les médecins ont annoncé de bons résultats préliminaires.

Ladan et Laleh Bijani, deux Iraniennes de 29 ans, ont été conduites en salle d'opération au Raffles Hospital en matinée et l'intervention devrait durer au moins 48 heures.

«Les choses sont en train de se passer comme prévu», a déclaré à la presse quelques heures plus tard Prem Kumar Nair, porte-parole de l'hôpital. «Nous sommes légèrement en retard sur notre horaire mais cela est compréhensible parce que nous agissons de façon très réfléchie à chaque étape. Les médecins sont assez satisfaits des progrès de l'opération», a-t-il dit.

Les chirurgiens ont prélevé deux sections de veine de la cuisse de Ladan pour l'irrigation en sang des cerveaux des deux siamoises, a ajouté Prem Kumar Nair.

L'un des aspects les plus inquiétants de l'opération est que l'arrivée de sang dans les deux cerveaux se faisait par la même artère.

La première partie de l'opération s'est terminée en fin de journée et les siamoises ont été placées sur un cadre spécial afin d'être assises pour le reste de l'opération. Les chirurgiens plastiques et reconstructeurs ont pris le relais. Ils seront suivis par les neurochirurgiens. Cette dernière phase, la plus dangereuse, devrait durer environ 12 heures.

Avant l'opération, les deux patientes avaient subi un scanner et n'avaient pas montré d'inquiétude. «Elles riaient et plaisantaient avec leurs amis en sortant du département de radiologie», a précisé l'hôpital.

L'intervention est réalisée par un neuro-chirurgien de Singapour, Keith Goh, qui dirige une équipe de six spécialistes internationaux et 18 Singapouriens avec le soutien d'une centaine de membres du personnel médical.

Il est notamment aidé d'un neuro-chirurgien pédiatre américain, Benjamin Carson, spécialisé dans les séparations de siamoises.

Le Dr Goh a réussi à séparer deux bébés népalais en 2001, mais il a averti que l'opération des Iraniennes pouvait être fatale.

Les siamoises ont des corps distincts et disposent chacune d'un cerveau mais elles partagent une seule boîte crânienne ainsi qu'une artère irriguant leurs cerveaux. Des opérations similaires ont déjà été réalisées avec succès sur des bébés, mais personne n'a jusqu'alors osé tenter ce genre d'intervention sur des adultes.

Ladan et Laleh, qui sont toutes deux diplômées en droit, n'ont pas eu l'occasion d'être séparées lorsqu'elles étaient enfants et étaient en quête d'une équipe qui aurait l'audace de se lancer dans une telle intervention.

«Nous leur avons fait part des risques de manière très directe, avait indiqué le Dr Goh. Nous avons vraiment essayé les faire changer d'avis.»



Les siamoises Ladan et Laleh Bijani

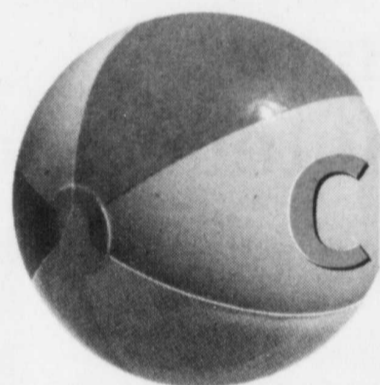
Partenariat SQ et UPA pour détecter les plantations de pot

■ MONTRÉAL — La Sûreté du Québec et l'Union des producteurs agricoles ont repris leur partenariat cet été pour détecter les plantations de marijuana dans les secteurs agricoles. L'été dernier, un projet-pilote de photographie aérienne infra-rouge a permis de découvrir 160 sites de production de cannabis dans les territoires agricoles. La SQ demande par ailleurs aux simples citoyens d'être vigilants lorsqu'ils se promènent en forêt ou dans les champs. S'ils découvrent des plantations de marijuana, ils sont appelés à contacter la ligne Info-crime. La SQ travaille de concert avec la GRC et les corps de police municipaux dans ce dossier. De janvier à mai, près de 110 000 plants de marijuana ont été saisis, ce qui est légèrement en hausse comparativement à la même période l'an dernier. (PC)

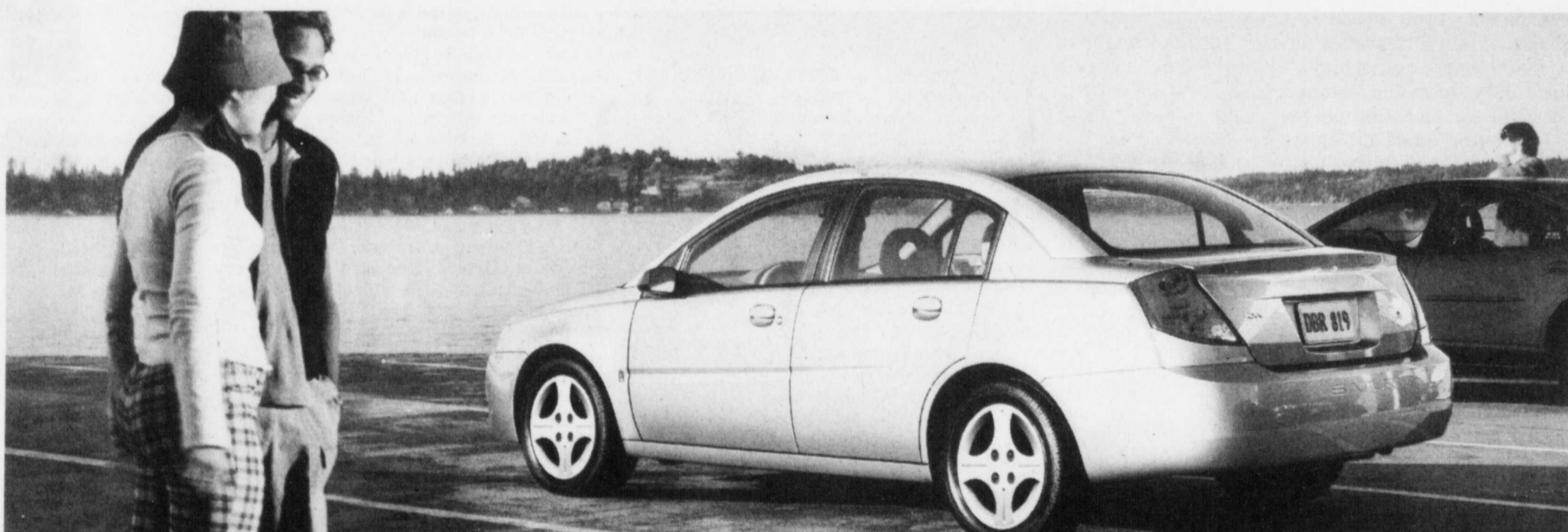
ÉGLISE ANGLICANE

Un prêtre homosexuel renonce à être intronisé évêque

■ LONDRES — Jeffrey John, un prêtre homosexuel dont la récente nomination à la tête du diocèse de Reading (ouest de Londres) avait provoqué une grave polémique au sein de l'église anglicane, a renoncé à être intronisé évêque, a annoncé hier un porte-parole de l'église. Jeffrey John a expliqué avoir pris cette décision «en raison des dommages que ma consécration aurait pu causer à l'unité de l'Église», a indiqué le porte-parole de l'évêque d'Oxford, qui l'avait nommé à ce poste. Cette nomination avait sérieusement ébranlé l'unité de l'église anglicane, le candidat au diocèse de Reading n'ayant pas caché ses préférences homosexuelles, tout en affirmant vivre «de manière chaste» depuis plusieurs années. Décidés à empêcher cette intronisation, quelque 80 prêtres avaient fait appel au primat de l'Église anglicane, l'archevêque de Canterbury M^{re} Rowan Williams, le priant d'annuler la décision de l'évêque d'Oxford. (AFP)



CET ÉTÉ, ÉVADEZ-VOUS EN SATURN



LA TOUTE NOUVELLE BERLINE ION

1,9%[†]

ou

168\$[‡]

FINANCEMENT À L'ACHAT
JUSQU'À 60 MOIS
PLUS 1500 \$ DE RABAIS^{††}

/MOIS/LOCATION 48 MOIS
1850\$ COMPTANT

• Moteur Ecotec 2,2 L de 140 HP • Transmission manuelle Getrag 5 vitesses • Essuie-glaces sensibles à la vitesse • Radio AM/FM stéréo • Sièges arrière à dossiers rabattables 60/40
‡ Pour 18\$ de plus par mois, obtenez la transmission automatique.

Comprend maintenant des économies de 1000\$*

Relevez le

Défi

ION

Faites un essai routier de l'ION avant de considérer la Civic, la Corolla, la Protegé ou l'Elantra.

Deux billets de cinéma* par essai routier.

Découvrez le VUE et l'intermédiaire L200 et d'autres offres sensationnelles à saturncanada.com

Renseignez-vous sur le programme pour les diplômés.

Chaque Saturn comprend une garantie limitée de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe propulseur. Achetez en ligne à saturncanada.com ou appelez au 1 888 4SATURN. *Crédit du fabricant au détaillant de 1000\$ est compris dans le rabais à l'achat et dans la mensualité annoncés. ††Ces offres réservées aux particuliers sont d'une durée limitée et ne peuvent être jumelées. Elles s'appliquent aux nouveaux modèles 2003 de la berline ION. ‡Le transport (900\$), l'immatriculation, l'assurance, les droits, les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers/PPSA et les taxes ne sont pas incluses à moins d'avis contraire. ††Le rabais de 1500 \$ s'applique au prix d'achat fixé par le détaillant. Ce montant inclut les taxes. Cette offre s'applique seulement sur les berlines ION 2003 livrées le ou avant le 31 août 2003. ‡Nos offres de location comprennent les frais de transport (900\$), la préparation à la route et la taxe d'accise (100\$), lorsque cela s'applique. Le crédit du fabricant au détaillant (1000\$ comptant) est disponible sur le modèle ION ISA 2003 et est déjà appliqué sur la mensualité annoncée. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Autres offres de location disponibles. ††Les offres de location et de financement sont sujettes à l'approbation de crédit de GMAC. Un comptant et/ou un échange équivalent peuvent être requis. Les offres s'appliquent sur les véhicules livrés le ou avant le 31 août 2003. Ces offres peuvent changer sans préavis. ††Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres. Une commande ou un échange de véhicules entre détaillants peut être requis. * Les quantités sont limitées. Prime pour essai routier de deux (2) billets de cinéma offerte jusqu'à épuisement des stocks. Veuillez prévoir de 4 à 6 semaines pour la livraison. L'essai routier et le certificat d'essai routier devront avoir été complétés et agréés par le concessionnaire avant le 31 juillet 2003. Le certificat d'essai routier devra être envoyé au plus tard le 7 août 2003, le cachet de la poste en faisant foi, et reçu avant 17 h (HNE) le 19 août 2003, sans quoi il ne donnera pas droit à l'attribution de deux billets de cinéma. Un certificat d'essai routier par personne. Voyez votre détaillant Saturn pour plus de détails.



SATURN

Un monde de différence

Saturn Saab Isuzu de Québec
765, rue Marais
Québec
681-5777

Saturn Saab Isuzu Rive-Sud
4585, boul. de la Rive-Sud
Lévis
835-1888

Saturn Isuzu de Sainte-Foy
3330, rue Watt
Sainte-Foy
653-1312

Saturn Isuzu du Saguenay
1330, boul. du Royaume
Chicoutimi
549-3320